

Édition Française

Vol.8 ,No 3,Mai-Juin 2010



Northstar  Compass



Conseil International Pour l'Amitié et la Solidarité Avec le Peuple Soviétique



СЛАВА
ВОИНУ-ПОБЕДИТЕЛЮ!

GLOIRE AU VAINQUEUR DE LA GUERRE

Ils ont dit...

Le 23 février 1942, le général Douglas Mc Artur a déclaré :

« La situation mondiale montre à présent que les espoirs de la civilisation reposent sur les drapeaux de la vaillante Armée Rouge. J'ai participé dans plusieurs guerres, j'ai été témoin à d'autres, et j'ai pu étudier en détail les campagnes des grands chefs militaires du passé. Dans aucun cas je n'ai observé une telle défense victorieuse contre les coups terribles du début de la Deuxième Guerre Mondiale portés par un ennemi encore victorieux. Les contre-attaques anéantissantes rejetaient l'ennemi jusqu'à son propre sol. La portée et la grandeur de cet élan devraient être notées comme la plus grande réussite militaire de l'histoire. »

William Batt, vice-président du Conseil de production militaire des Etats-Unis, a visité Moscou en 1942. Il a déclaré à son retour :

« Je suis parti pour la Russie avec un sentiment d'incrédulité quant à sa capacité de résister à une guerre d'envergure. J'ai été rapidement persuadé que toute la population, jusqu'à la dernière femme et au dernier enfant, prenaient part dans la guerre. Je doutais de la technicité des Russes, et j'ai découvert qu'ils étaient maîtres dans la direction des usines et persistants dans la production des machines de guerre. Je suis reparti gêné des renseignements répandus ici, insinuant qu'il y aurait des dissensions dans le gouvernement russe, alors que j'ai trouvé un gouvernement fort, compétent et soutenu par un énorme enthousiasme général. Bref, je suis parti en Russie en me demandant si elle est un allié digne de confiance. Ma réponse est : oui. »

Le Premier Ministre britannique, W. Churchill, a déclaré à Québec au Canada, le 31 août 1943 :

« Il n'existe pas de gouvernement qui pourrait résister à des coups aussi durs et cruels, que ceux qu'Hitler a porté à la Russie. La Russie a non seulement survécue à ces coups, mais a réussi à riposter à l'armée allemande, comme aucune autre force au monde n'aurait pu le faire. »

Albert Einstein: lorsque le mastodonte nazi qui semblait imbattable, est stoppé à Stalingrad (1942) :

« Pourquoi Washington a-t-il aidé à étrangler l'Espagne loyaliste [républicaine] ? Pourquoi a-t-il un représentant officiel dans la France fasciste ? (...) Pourquoi garde-t-il des relations avec l'Espagne franquiste ? Pourquoi aucun effort n'est fait pour aider la Russie qui en a le plus grand besoin ? Ce gouvernement est largement contrôlé par des financiers dont la mentalité est proche de l'état d'esprit fasciste. Si Hitler n'était pas en plein délire, il aurait pu avoir de bonnes relations avec les puissances occidentales ». « Sans la Russie, ces chiens sanguinaires (...) auraient atteint leur but ou, en tout cas, en seraient proches. (...) Nos enfants et nous avons une énorme dette de gratitude envers le peuple russe qui a enduré tant d'immenses pertes et de souffrances. La manière dont (la Russie) a mené sa guerre a prouvé son excellence dans tous les domaines de l'industrie et de la technique. (...) Dans le sacrifice sans compter et l'abnégation de chacun, je vois une preuve d'une détermination générale à défendre ce qu'ils ont gagné (...). En Russie, l'égalité de tous les peuples et de tous les groupes culturels n'est pas qu'une parole en l'air : elle existe vraiment dans la réalité. »

Un an avant sa mort, en 1954, au moment de l'hystérie anticommuniste aux Etats-Unis (maccarthysme), Albert Einstein écrit :

« A mes yeux, la “conspiration communiste” est surtout un slogan (...) qui rend (les gens) totalement sans défense. A nouveau, je suis bien obligé de repenser à l'Allemagne de 1932, dont le corps social démocratique avait déjà été affaibli par des moyens similaires, de sorte que (...) Hitler eut très facilement la possibilité de lui asséner son coup fatal. Je suis de même convaincu que celui-ci suivra le même chemin, à moins que des gens avisés et capables de sacrifice viennent le défendre. » (Citations d'Einstein extraites du livre : « Einstein... Un traître pour le FBI. Les secrets d'un conflit », Éditions Frison-Roche, Paris, 2005.)

(Suite page 29)



La lutte idéologique

Les travailleurs ont-ils à s'unir pour participer aux joutes parlementaires?

À propos de l'initiative du P.O.C.R. de création du «ROT Front»



Article publié dans le journal russe
«Rabotche kretyyanskiy Serp i Molot»

No. 3 (200) Mars 2010

Le 22 février s'est déroulé à Moscou le Congrès constitutif d'un nouveau «parti politique» au nom ronflant de «Front uni des travailleurs de Russie» (par abréviation en russe «ROT Front»¹). L'initiateur de la création de ce nouveau «parti» est le P.O.C.R.-P.R.C.² (V. Tyoulkine) en commun avec le Front de gauche (F.G.). Parmi les organisations ouvrières et les syndicats alternatifs, la décision de participer au «ROT Front» a été prise par l'O.M.S.O.³ «Zachtchita» et quelques autres syndicats en la personne de leurs leaders.

Ayant emprunté le nom de l'aile combattante (Die Rote Front) du P.C.A. que dirigeait Ernst Thälmann, les organisateurs de ce nouveau «parti» déclarent qu'ils créent, prétendent-ils, un «front uni et unifié le plus large des travailleurs», «**le Front rouge, continuateur des traditions de lutte contre le fascisme du – Rote Front – des années vingt et quarante**». Pourtant, il est bien clair pour chacun – ce que ne cachent d'ailleurs pas les initiateurs eux-mêmes de ce «projet» – que le «ROT Front» est créé dans

le but de «**bâtir nos forces qui existent déjà réellement: en vue d'un type de lutte bien défini; la lutte parlementaire**» (V. Tyoulkine).

La nomenklatura partiste du P.O.C.R. se lance de nouveau dans les surprises-parties parlementaires suivant les règles établies par l'oligarchie financière. N'ayant pas obtenu le billet d'entrée qu'il espérait sur la liste du P.C.F.R. lors des précédentes élections présidentielles de 2007, alors que le P.C.F.R. a «rejeté» le P.O.C.R. faute d'avoir besoin de lui, V. Tyoulkine a dû faire son deuil du fauteuil parlementaire fort lucratif et rechercher de nouveaux moyens pour retrouver l'espoir de ce qu'il convoite. N'y étant pas parvenu avec le P.C.F.R., Tyoulkine se cherche d'autres «alliés» avec lesquels il pourrait former un «bloc électoral».

On trouve en compagnie de V. Tyoulkine; S. Oudaltsov, membre du Conseil du F.G., leader de l'A.-G.J.R.⁴ qui a toujours couru après les bailleurs de fonds et a participé à la création, sur la base de l'A.-G.J.R., du F.G. pour se faire enregistrer comme «**nouveau parti de gauche**»

afin d'entrer au parlement bourgeois; I. Ponomaryov, membre du Conseil du F.G., député à la Douma d'État de la F.R., membre de la fraction «Russie équitable»; Youri Moukhine («Armée de la volonté du peuple») qui enseigne que «ce que Marx a réalisé» le division de la société en classes, «**est stupéfiant d'absurdité**»; A. Prigarine, leader du P.C.R.P.C.U.⁵ trotskiste, membre du Conseil du F.G. qui, pourtant, n'a pas encore adopté la décision définitive quant à sa participation à ce «projet» dans la mesure où il n'est pas d'accord avec la «**position idéologique**» de Youri Moukhine. Ils ont tous le même but, le même que V. Tyoulkine: «**aujourd'hui, il nous faut pénétrer dans l'arène de la grande politique**» (extrait de la résolution du Conseil du Front de gauche du 12 décembre 2009), c'est-à-dire s'asseoir dans les fauteuils de sous-fifres de la bourgeoisie hautement rémunérés, tels que les sont, sans exception aucune, tous les députés de la Douma d'État de la F.R.

Cette union de sommet sans principes, pour la participation aux

élections législatives auxquelles ils veulent faire participer toute une série d'organisations ouvrières et de syndicats, se nomme, pour l'usage externe, «Front rouge». «ROT front», «Front uni des travailleurs», etc.

Tyoulkine et Cie trompent les dirigeants ouvriers en leur assurant que le «ROT Front» est créé, comme ils le prétendent, **«pour développer la lutte de classe»**. C'est précisément le contraire: il est profitable à la bourgeoisie que, sur la vague de formation et de développement du mouvement ouvrier et syndical tel qu'on l'a observé ces dernières années. **L'on entraîne les dirigeants des organisations ouvrières et des syndicats dans les joutes parlementaires sans précédent en les détournant de l'organisation de la lutte de classe qui va se renforçant.** Les syndicats alternatifs en activité ne se pressent pas pour participer à ce **«front des travailleurs»** et le regardent avec suspicion, à l'exception de ceux qui suivent le P.O.C.R., dont l'influence est négligeable dans le milieu ouvrier, tels l'O.M.S.O. «Zachtchita» et le virtuel RIK (sigle non identifié; – N.d.T.) du «Congrès des conseils ouvriers», ainsi que quelques autres leaders syndicaux,

Dans son article «Tu t'es levé, alors vas-y!», V. Tyoulkine fait la démonstration d'une étonnante **indigence d'esprit** politique en appelant à **«maîtriser la possibilité d'utiliser la tribune publique la plus élevée (!)»** au sujet de laquelle Lénine écrivait: **«dans les parlements on ne fait que bavarder dans le but bien précis de duper le petit peuple»** (Œuvres compl., t. 33, p. 46), **«les ouvriers savent et sentent, voient et perçoivent admirablement bien que le parlement bourgeois est l'institution des autres, un instrument d'oppression des prolétaires par la bourgeoisie, une institution de la classe ennemie, de la minorité exploiteuse»** (t. 37, p. 257). La majorité de la classe ouvrière et des autres travailleurs regarde la Douma

d'État de la F.R. **comme un foyer d'intrigues politiques et de corruption.** La Douma ne constitue aucune «tribune» de propagande des idées socialistes et se trouve depuis déjà longtemps en état de blocus de l'information. Les parlements, sénats et autres doumas constituent aujourd'hui un écran pour l'oligarchie financière et une soupape pour faire s'échapper à temps la vapeur du mécontentement populaire.

V. Tyoulkine s'abandonne toujours plus profondément dans l'étreinte du crétinisme parlementaire« A la différence du P.C.F.R., nous pressons non seulement les soi-disant élites, mais également les gens qui vivent de leur travail, à prendre part à la politique afin que les paroles de l'hymne prolétarien: Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes! Décrétons le salut commun!⁶ sonnent de nouveau de manière actuelle pour eux».

V. Tyoulkine a l'intention de parvenir à la réalisation du grand précepte de l'hymne prolétarien par leur entrée (des leaders) au parlement bourgeois! Sait-on seulement ce que signifient dans les faits ces belles paroles sur «la participation des gens qui travaillent à la politique» lorsque, lors des élections de 2003, il n'y a eu du P.O.C.R. à la Douma que le seul Tyoulkine, c'est-à-dire le leader d'un parti qui n'a obtenu sa place à la Douma que par la pitié de la haute nomenclatura partiste du P.C.F.R.

Pour obtenir le soutien de certains syndicats, V. Tyoulkine distribue des promesses aux leaders ouvriers en leur déclarant que le "ROT Front» va mettre «les véritables leaders du mouvement ouvrier aux premières places sur les listes électorales». C'est justement ce dont la bourgeoisie a besoin aujourd'hui pour que les leaders reconnus du mouvement ouvrier «aillent s'asseoir» dans les fauteuils parlementaires après s'être détachés des masses ouvrières.

Le P.O.C.R. n'étant pas parvenu à se faire enregistrer en 2007,

Tyoulkine se lance de nouveau dans des aventures politiques en y entraînant des communistes de la base et la jeunesse de gauche. Les conditions d'enregistrement d'un parti sont draconiennes. Pour qu'un parti politique soit enregistré, il est nécessaire qu'il ait recruté au moins 45000 membres dont la moitié au moins soit des sujets de la F.R., tandis que les effectifs d'une section régionale ne soient pas inférieurs à 450 personnes. Lors de l'enregistrement d'un parti, il est nécessaire de fournir, au ministère de la Justice de la F.R. (notons que cela veut également dire au Centre «E», c.-à-d. au Centre de lutte contre l'extrémisme), la liste complète de tous les membres du parti, leurs nom, prénom et patronyme, leur adresse, les renseignements figurant sur le passeport d'identité, la liste des membres de tous les organes dirigeants du parti, tant de la fédération que des régions, le lieu de leur local, etc. Le désir de Tyoulkine, d'Oudaltsov et Cie de s'asseoir dans les fauteuils parlementaires et d'entrer dans la «grande politique» est si grand que, pour y parvenir, ils sont prêts à livrer au régime tous les membres et partisans de leurs organisations!

Le P.O.C.R. et le F.G. ont déjà donné ordre à leurs organisations locales d'«inscrire» dans leur nouveau «parti» non seulement tous les membres de leurs organisations, mais également tous les «sympathisants», parents et proches. Mais où pourraient-ils bien encore recruter l'effectif de 45000 membres exigé? Chacun est tenu de «chercher à persuader» une dizaine d'autres «sympathisants» et de les «inscrire» au «parti». Qu'est-ce donc que ce **«front des travailleurs»** fabriqué à la hâte d'«Âmes mortes» (c.-à-d. qui n'existent que sur des listes, sur du papier, mais qui ne sont pas réellement des travailleurs)?

Nous espérons que la jeunesse de gauche a suffisamment de bon sens

pour ne pas participer à cette aventure sans principes en décrochant d'avec la nomenclatura partiste du P.O.C.R. et des chefs du F.G.

Les organisateurs du nouveau «parti» ont préparé un projet de «Programme» (adopté à leur Congrès constitutif mais pour le moment pas encore publié) qui est émaillé de passages tels que ceux-ci: le parti «agit en conformité avec la Constitution et la législation de la F.R. en vigueur», «ce qui constitue la tâche numéro un c'est la lutte contre la pauvreté en Russie sur la base de l'essor de l'économie nationale»,⁷ «le ROT Front est le parti de l'équilibre social», «le ROT Front est le parti de la démocratie populaire», «le ROT Front est le parti des actions actives», «le parti organise et mène des actions non interdites par la loi», le parti cherche à obtenir «des revenus réels correspondant au travail effectué par chacun», etc., etc. Ce programme, qui a été cuisiné juste pour les besoins de l'enregistrement au ministère de la Justice de la F.R., ne diffère en rien par son contenu politico-idéologique du programme du P.C.F.R. ou de «Russie équitable». Tyoulkine déclare, se référant à Lénine, qu'il est nécessaire **«de participer même à des élections ordurières», tout en «oubliant» ce disant d'ajouter que Lénine regardait la participation des communistes à des élections du seul point de vue de la nécessité de porter aux masses leur position politico-idéologique, communiste, différente de celle des autres partis.**

Derrière les appels emphatiques de Tyoulkine et Cie destinés à abuser les membres politiquement peu instruits du P.O.C.R. et les jeunes gars du F.G. (de l'A.-G.J.R.) quant à la conquête de la **«haute tribune publique»** ou à la création du «nouveau parti de gauche» (Oudaltsov) se dissimule l'ambition foncièrement «pragmatique» des chefs du P.O.C.R. et du F.G. d'aller s'asseoir dans les fauteuils parlementaires et à obtenir l'accès à

la gamelle parlementaire. Mais le régime le leur permettra-t-il?

« Toute la vie politique, – comme Tyoulkine en soulève le «rideau secret», – est tenue sous cloche ... par les politocrates kremlinalesques, et les organisations et personnalités, y compris de l'opposition, ne la pousse dans l'arène politique qu'avec la permission (!) du Kremlin». Tyoulkine espère que le régime va lui en donner la permission. Peut-être. Mais sûrement pas pour développer la lutte de classe, mais bien pour abattre la protestation sociale des travailleurs qui se renforce dans les conditions de la crise économique, pour l'abattre dans le lit de l'activité parlementaire «légale», ou, suivant la définition de Lénine, dans le lit du crétinisme parlementaire. Mais cela ne trouble pas le P.O.C.R. ni le F.G. C'est que les buts réels, pas ceux déclarés, de Tyoulkine, Oudaltsov, Ponomaryov et Cie sont tout à fait autres.

Le plus probable est que le régime criminel qui s'est affirmé dans notre pays n'admettra pas Tyoulkine et Cie à la friande gamelle parlementaire après laquelle ils courent pourtant. A quoi bon ce régime financerait-il une telle activité de ces députés?

Les communistes doivent rejeter résolument les surprises-parties parlementaires sans principes qui se déroulent suivant les règles établies par l'oligarchie financière et qui sont imposées aux travailleurs par l'ancienne nomenclatura partiste du P.C.U.S. préprestroïkien. Les élections à la Douma sont entièrement pilotées du Kremlin qui n'admet à la gamelle parlementaire que ceux qui ont consenti à y jouer suivant ses propres règles. L'union de la classe ouvrière et des autres travailleurs, des communistes et de tous ceux qui luttent pour les intérêts du peuple laborieux en un large front populaire ouvrier unique est certes nécessaire, mais non pas pour participer aux joutes parlementaires,

mais bien **pour organiser une large protestation populaire dans le but de réaliser la révolution socialiste et de rétablir notre Patrie soviétique.**

Pour faire le bilan de tout ce que nous avons dit, résumons:

Si le «ROT Front» était enregistré par le pouvoir en place, cela signifierait:

1. Prescription faite par le pouvoir en place d'avoir à regrouper les syndicats et autres forces qui se prononcent contre le pouvoir dominant du capital en un organe unique, afin de rendre le mouvement ouvrier, qui en ce moment relève ses genoux de terre, complètement contrôlé, apprivoisé, ou de l'étouffer tout à fait.

2. Utilisation, par les initiateurs de la création du «ROT Front», d'une motivation correcte de rassemblement en vue de la mise en œuvre de l'idée absurde d'utiliser la tribune parlementaire pour développer la lutte de classe en province, c'est-à-dire la tromperie patente de ceux qui «mordent à l'hameçon» de l'entreprise du «ROT Front», qu'ils ont reçu en échange de la transmission volontaire d'une information complète sur eux-mêmes aux services spéciaux du régime, c'est-à-dire, en d'autres termes, un support pour naïfs et donc, pour crédules.

Si le «ROT Front» n'est pas enregistré, cela signifiera le désir exacerbé des organisateurs du «mouvement» de se hisser à la Douma par n'importe quel moyen pour gagner la bonne petite «place lucrative» pour pas cher auprès du pouvoir. Rappelons que le salaire minimal d'un député à la Douma d'État est de 170,000 roubles par mois et que, suivant les lois adoptées par la Douma en vigueur, sa pension de retraite est égale à 70 p. 100 de son salaire (soit environ 120,000 roubles). Il faut ajouter à cela: un appartement à Moscou, le paiement de tous ses frais de «mission», non seulement à l'intérieur du pays, mais également à l'étranger (rappelons

que, pour les fêtes de Noël, la majorité des membres de la Douma se rend en villégiature en Europe), le généreux financement de 5 «adjoints» et plus pour chaque député, une voiture personnelle avec conducteur, des gardes du corps, etc.

Une organisation qui a été acceptée par la Douma reçoit mensuellement, suivant la loi, une subvention pas négligeable du tout pour chaque voix «POUR» l'organisation en question aux élections. Si V. A. Tyoulkine ne s'était pas lancé après la Douma d'État à n'importe quel prix, s'il avait été effectivement préoccupé par le regroupement de toutes les forces anti-contre-révolutionnaires, ce à quoi nous avons toujours appelé (mais V. Tyoulkine et ses semblables ont toujours ignoré notre proposition de travailler ensemble), alors nous, le P.C.B.tUS, serions entrés dans le «ROT Front» en voie de formation. Mais, selon la propre opinion de Viktor Arkadyévitch Tyoulkine,⁸ être à la Douma, c'est être docile à l'actuel pouvoir criminel antipopulaire.

À quoi bon rompre des lances en livrant même ses propres camarades de parti (qui sont entrés au P.O.C.R. pour lutter contre la contre-révolution) et en trompant les naïfs sur les véritables buts de la création du «ROT Front» (enregistrement

d'un parti politique donnant droit de participer aux joutes parlementaires suivant les règles établies par l'oligarchie de gangsters régnante).

Le C.C. du P.C.B.tUS

Le 24-02-2010.

1. ROT, – sigle russe du nom de ce «front» en russe: 'Rossiski Obbedinyonnïï Troudovoï Front'; il s'agit d'un-acronyme homophone du mot allemand 'rot' choisi par référence à l'historique «Rote Front» («Front rouge») de l'ancien Parti communiste d'Allemagne. (N.d.T.)

2. P.O.C.R.-P.R.C., – Parti ouvrier communiste de Russie-Parti révolutionnaire des communistes (aigle russe: RKRП-RPK); il s'agit originellement de deux partis – le P.O.C.R. de Tyoulkine et le P.R.C. de Kryoutchkov (décédé) – qui ont fusionné. (N.d.T.)

3. O.M.S.O. – Organisation de Moscou du syndicat ouvrier (sigle russe: MORP) «Zachtchita» (N.d.T.)

4. A.-G.J.R. – Avant-Garde de la Jeunesse rouge (sigle russe: AKM), organisation gauchiste créée par V. I. Anpilov. (N.d.T.)

5. P.C.R.-P.C.U.S., – Parti communiste de Russie-Parti communiste de l'Union soviétique (aigle russe: RKP-KPSS), parti qui se dit être l'organisation du P.C.U.S. pour la Russie. Il n'a jamais existé d'organisation spécifique pour la Russie (la R.S.F.S.R.), comme il en

existait pour les autres républiques de l'U.R.S.S., ni dans l'ancien P.C.(b)tUS de Lénine et de Staline, ni dans le P.C.U.S. khrouchtchyovien. (N.d.T.)

6. La traduction littérale en français des paroles russes («Dobyyomsya mi osvobodénnyya Svoéyou sobstvennoï roukoi») de cette strophe de «l'Internationale» est la suivante: «Nous parviendrons à nous affranchir / De nos propres mains». (Voir le texte français et sa traduction en russe de «l'Internationale» dans «N. d'URSS», no 3. sept. 1999, pp. 25 et 26) (N.d.T.)

7. Chez nous, le révisionniste antirévolutionnaire Maurice Thorez disait après la guerre:

8. C'est la déclaration qu'il a faite à la conférence des dirigeants des partis communistes à Moscou alors que Tyoulkine était membre de la Douma d'État, au sein de la fraction du P.C.F.R., de la dernière législature, à propos de l'utilité de ses interventions à la Douma pour contrecarrer les positions de Zyouganov: «Et comment Guennadi Andréyévitche Zyouganov a-t-il réagi à cela? Il m'a exclue sa fraction à la Douma. ». (Note de l'auteur de l'article)

De «Nouvelles d'URSS» No 103



<http://www.communisme-bolchevisme.net/>

APERÇU SUR LE MARXISME

suite

4° Où est l'avenir pour les travailleurs aujourd'hui ?

Aujourd'hui, le monde capitaliste avec à sa tête les grandes puissances

"démocratiques" connaît toujours l'inflation, le chômage, le marasme économique et les guerres de rapine. La base objective pour la révolution socialiste existe plus que jamais.

Aujourd'hui, les grands capitaines du monde capitaliste-impérialiste, toujours fidèlement servis par leurs partis politiques continuent de tromper la grande masse des travailleurs et des

exploités, alors même que dans la république bourgeoise la plus "démocratique"

«La force du capital est tout, la Bourse est tout ; le Parlement, les élections ne sont que des marionnettes, des fantoches...»**23**

Cependant, chaque jour qui passe voit ces marionnettes se démasquer un peu plus aux yeux des opprimés, les fait apparaître un peu plus comme

«le gouvernement qui, vivant de la conservation de toutes les vilenies, n'est lui-même que la *vilenie au gouvernement.*»**24**

Aujourd'hui, les idées du communisme ne sont pas mortes: elles reflètent d'abord une *nécessité* historique et économique, celle de l'opposition au capitalisme et de son renversement.

Seules les conditions subjectives retardent sur ce développement, principalement à cause du triomphe du pseudo-marxisme au sein du mouvement communiste. La tâche se pose aujourd'hui devant tous les communistes révolutionnaires : tirer les leçons des victoires et des échecs du passé afin de reconstruire un mouvement communiste révolutionnaire comme Lénine le fit en combattant la trahison des chefs réformistes de la Deuxième internationale.

Cette démarcation, nous les jeunes marxistes-léninistes, nous la ferons d'abord sur la question de *l'abolition de l'esclavage salarié*, question qui amènera forcément les ennemis des travailleurs à se démasquer, à reculer devant la révolution socialiste et à chercher à transiger avec les exploités.

Qui dit *abolition du salariat* doit dire *abolition de la propriété privée* des moyens de production. Qui dit *abolition de la propriété privée* des moyens de production doit dire *renversement des exploités*. Qui dit *renversement des exploités* doit dire *révolution socialiste*. Qui dit *révolution socialiste* doit dire *répression des exploités*. Qui dit *répression des exploités* doit dire *dictature du prolétariat!* Hors de cela, point de *véritable démocratie* pour les travailleurs! Telle est la vérité que tout travailleur politiquement conscient doit s'assimiler et propager. Ainsi se pose donc inévitablement au final la question

de l'URSS de Lénine-Staline quand il s'agit de donner réellement aux travailleurs les moyens de leur libération économique, politique et sociale.

Ensuite se pose la question des moyens pratiques à mettre en œuvre pour réaliser ce programme. Parmi les moyens, le plus fondamental, celui dont dépendent tous les autres, c'est le *Parti Communiste*, avant-garde consciente et organisée du prolétariat. En effet, le prolétariat divisé par la concurrence anarchique, en proie au chômage et plongé dans la misère de la société esclavagiste capitaliste ne peut constituer une force politique en face de la bourgeoisie *que s'il est organisé* disait en substance Lénine. Or aujourd'hui ce *Parti Communiste* fait cruellement défaut aux travailleurs, quotidiennement en butte à l'arrogance sans cesse croissante du patronat et de ses laquais, incapables d'élaborer une réponse commune à l'oppression. En guise de «Parti» existent de nombreuses organisations, plus ou moins proches du marxisme-léninisme, en tous cas très rarement suffisamment pour comprendre la nécessité de l'union de tous les exploités conscients au sein d'un unique *Parti Communiste* révolutionnaire.

Lénine avait très justement insisté sur le danger de croire sur parole les étiquettes dont s'affublaient les partis politiques et il soulignait la difficulté de déceler le mensonge dans ce domaine. Ces difficultés ne sont pas amoindries quant il s'agit d'organisations se réclamant du marxisme-léninisme. Mais heureusement, il existe une méthode pour nous aider à déceler les mensonges des opportunistes: on ne juge pas un Parti selon les belles phrases des discours pleins de clinquant de ses dirigeants, mais selon ses actes:

La désinvolture pour les tâches théoriques, la promptitude à se jeter corps et âmes dans le mouvement spontané et à se laisser porter par ce courant, la tendance à substituer au seul programme révolutionnaire possible sous l'impérialisme – la révolution socialiste – des chimères de programmes réformistes « minimaux » hérités des vieilles tendances révisionnistes et réformistes dont le PCF n'est jamais parvenu à se défaire, la tendance au repli organisationnel et le triomphe de l'esprit de clocher, la primauté des intérêts étroits de telle organisation "marxiste-

léniniste" sur la nécessité de l'unité des marxistes-léninistes au sein d'un seul Parti unifié, reconnu par l'avant-garde des travailleurs comme son détachement de choc et non uniquement «autoproclamé»; toutes ces tares sont autant d'avatars hérités du révisionnisme et de ses influences petite-bourgeoises déléteres.

Face à ce constat objectif, les jeunes marxistes-léninistes disent : oui la division actuelle des organisations et des camarades isolés se réclamant du marxisme-léninisme est une *réalité*, mais elle n'est pas une *fatalité* devant laquelle nous sommes impuissants! Certes nous ne prétendons pas pouvoir unifier le prolétariat *dans son ensemble*, à la manière des révisionnistes qui ignorent la scission objective du prolétariat sous l'impérialisme**25**, mais nous prétendons pouvoir et devoir faire le tri entre «l'ivraie et le bon grain», entre les communistes qui ont vraiment à cœur les intérêts des travailleurs, et ceux qui restent obstinément imprégnés par le social-démocratisme ou le révisionnisme, canaux par lesquels l'influence de la bourgeoisie parvient à pénétrer au sein du prolétariat.

Nous, jeunes marxistes-léninistes, ferons tout pour liquider ces influences et nous n'hésitons pas à proclamer que *nous construirons le Parti sur les ruines des organisations*, ce qui n'empêche pas que dans ce combat contre l'inertie et l'immobilisme nous aurons à nos côtés des camarades plus anciens, sincères et expérimentés qui nous ferons profiter de leur expérience de lutte.

A travers cette introduction, nous jeunes marxiste-léninistes, avons pour but d'illustrer notre démarche : celle d'utiliser le matérialisme dialectique appliqué à l'analyse de l'histoire du mouvement communiste, de la situation contemporaine française et internationale, afin de faire de cette théorie et de ses développements l'arme idéologique la plus affûtée, capable (pour reprendre le mot de Marx) de « se saisir des masses », de transformer l'apathie des esclaves salariés**26** en une force matérielle révolutionnaire capable de renverser les fondements de la société bourgeoise. Si notre but est de *comprendre* la réalité économique,

politique et sociale, c'est uniquement pour nous donner les moyens de *transformer* cette réalité. Dans ce combat, nous n'oublierons pas cet instructif jugement de classe qu'un député français (des plus lucides) a prononcé en 2006:

«... Prenons garde. La crise sociale actuelle risque de provoquer ici et là des nostalgies, **en particulier chez les**

jeunes, qui ignorent ce qui s'est passé avant. **C'est simplement se protéger contre le recours à ces nostalgies** que de dire haut et fort que le communisme du XXème siècle, les régimes communistes tyranniques, ont commis des crimes et que de tout cela, nous ne voulons plus».27

Non, Mr le défenseur patenté de l'ordre exploiteur, ce ne sont pas là de

simple «nostalgies», et vos condamnations moralistes bourgeoises-républicaines ne suffiront pas à détourner les exploités- jeunes ou moins jeunes – de la seule voie menant à leur libération économique, sociale et politique : la révolution sociale sous la bannière du communisme scientifique !

Pour Que Juin 1941 Ne Se Répète Jamais

Maréchal I. Bagramian



Quand la Grande Guerre Nationale éclata, Ivan Bagramian, Maréchal de l'Union Soviétique et membre du haut commandement soviétique, était adjoint au chef d'état-major du Front du Sud-Ouest. En 1942, il prit la tête de l'état-major du front et de l'état major des troupes opérant sur la direction sud-ouest. Par la suite, il commanda les troupes de plusieurs armées. Dès la fin de 1943, il fut nommé commandant de 1-er Front batte. Dans l'après guerre, I. Bagramian fut commandant des troupes de la Région militaire balte, inspecteur-chef du Ministère de la Défense, Vice-Ministre de la Défense, chef de l'Académie militaire de l'État-major général, chef du service de l'arrière des Forces Armées de l'URSS. Il fut inspecteur général du Groupe

d'inspecteurs généraux du Ministère de la Défense de l'URSS.

Les questions relatives à la période initiale de la guerre comptent parmi les problèmes les plus importants de la théorie militaire. L'histoire prouve que l'état de préparation d'un pays à la guerre subit une épreuve des plus sévères justement à sa période initiale. À l'heure actuelle, on possède de nombreux documents militaro-historiques qui permettent d'étudier d'une manière approfondie ces problèmes et d'établir les lois générales de la période initiale aussi bien pour certaines guerres, que concrètement pour la dernière guerre mondiale. Il existe, certes, des prévisions d'avenir.

D'une manière générale, on peut dire qu'au moment de l'entrée de l'État soviétique dans la Seconde Guerre mondiale, les théoriciens soviétiques de l'art militaire avaient, en principe, une idée réaliste de l'ensemble des tâches qui se posaient aux troupes à la période initiale de la guerre. Il est important que sur la base des thèses théoriques, on ait fait, pour l'essentiel, des conclusions pratiques justes. Le déploiement des Forces Armées soviétiques fut réalisé sur une vaste échelle dès le début de la Seconde guerre mondiale. Si en 1939, les troupes terrestres comptaient 98 divisions, par contre au printemps 1941, elles en comprenaient déjà 303 (dont le quart environ se trouvaient au stade de formation ou de réorganisation). A cette époque, 170 divisions et 2

brigades cantonnaient sur le territoire des régions militaires situées près des frontières occidentales de l'URSS. Dès le printemps 1941, on procéda au redéploiement des grandes unités et au transfert de nouvelles grandes unités dans les régions militaires susmentionnées. Les grandes unités de ces régions ajoutées aux forces de mer durent constituer le premier échelon stratégique chargé de repousser l'attaque de l'agresseur au début de la guerre...

Les falsificateurs bourgeois de l'histoire présentèrent sans se gêner l'agression de l'Allemagne fasciste contre l'Union soviétique comme une "improvisation" d'Hitler ou encore comme une décision secondaire de la direction nazie, qui serait due aux besoins de la guerre contre l'Angleterre. Ainsi ils s'efforcèrent d'expliquer la défaite écrasante subie par l'Allemagne dans la guerre contre l'Union soviétique. Quatre décennies plus tard, les cachettes trouvées des archives du Troisième Reich fournirent des preuves irréfutables attestant que l'agression contre l'URSS était le résultat de la ligne générale suivie pendant 20 ans par l'impérialisme allemand dans sa politique extérieure. Quels que fussent les zigzags des relations internationales dans les années 30, quelque aiguës que furent les contradictions inter-impérialistes, il reste incontestable que la mise sur pied d'une puissante armée fasciste à exigé, pendant deux décennies, non seulement des efforts colossaux de l'Allemagne, mais aussi, directement

ou indirectement, les moyens des autres puissances impérialistes parmi les plus grandes.

L'État-major général allemand misa essentiellement sur la puissance écrasante de la première attaque surprise lancée par les masses concentrées d'avions, de chars et d'infanterie, sur la rapidité de leur avancement vers les centres vitaux de l'Union soviétique. Cette aventure avait à sa base la doctrine traditionnelle du militarisme allemand, formulée par Ludendorff, Sekt et d'autres. Toute la force de frappe du Reich fasciste et de ses alliés, toute l'expérience des guerres précédentes en Europe, tout l'art des militaires choisis et formés avec minutie, furent mis en oeuvre en vue de l'agression. Les militaristes allemands avaient une telle confiance dans leur force et leur puissance, dans l'infailibilité de leurs plans de guerre-"éclair", qu'ils ne pensaient même pas aux problèmes d'une guerre d'usure. Ils ne s'attendaient nullement à la résistance de tout le peuple qui fit de la lutte des Soviétiques contre l'agresseur une Grande guerre, une Guerre nationale. Ils comptaient en finir avec l'Union soviétique dès 1941, pour avoir ensuite toutes les possibilités d'instaurer un "nouvel ordre" à l'Est.

Le 22 juin 1941, au petit matin, les Soviétiques subirent l'attaque non "improvisée", mais réfléchie et bien préparée de la machine de guerre la plus importante et la plus forte jamais créée par la société capitaliste. Cela fut l'une des causes principales des événements dramatiques survenus à la période initiale de la guerre.

Un autre aspect de la question est relatif à l'état de préparation de l'URSS et de ses Forces Armées pour parer à l'attaque de Pagres sœur.

L'Allemagne fasciste qui se préparait à l'attaque planifiée d'avance contre l'URSS, et l'Union

soviétique en prévision d'une agression éventuelle, réalisèrent des mesures préparatifs très importantes dans l'avant-guerre. Cependant, si l'Allemagne, avant de débiter la guerre contre l'URSS, avait déjà mis sur le pied de guerre son économie et avait mobilisé toute la Wehrmacht, par contre l'Union soviétique ne put effectuer ces mesures que partiellement. De ce fait, la construction et l'équipement technique des Forces Armées soviétiques, ainsi que l'élévation de leur disponibilité opérationnelle présentèrent de nombreuses difficultés. L'ennemi avait entre autres la supériorité en équipement technique des troupes.

Les forces et les moyens de l'ennemi étaient de 3 ou 4 fois supérieurs à ceux des troupes soviétiques sur les directions principales, ce qui se répercuta sur le caractère de la lutte et fut l'une des causes des reculs temporaires de l'Armée soviétique. Mais celle-ci tint ferme dans cette lutte inégale. Ayant mobilisés réserves intérieures, elle porta à un niveau supérieur la résistance à l'agresseur et empêcha ce dernier de remporter une victoire facile et rapide sur l'URSS. À la période initiale de la guerre qui englobe chronologiquement ses trois premières semaines, les deux parties engagèrent au total dans les combats quelque 400 divisions, des milliers de chars et d'avions, des dizaines de milliers de canons et de mortiers, ainsi qu'une grande quantité d'autres types de matériel de guerre et d'armement.

Les objectifs résolus, le caractère de classe, exempt de compromis, de la guerre prirent dès ses premiers jours une énorme envergure, accentuant l'acharnement des hostilités. La Wehrmacht qui s'empara de l'initiative stratégique, lança une offensive rapide, recourant largement aux coups fendants

destinés à diviser le front stratégique; elle effectua des contournements et des enveloppements profonds d'importants groupements de troupes soviétiques, qui aboutirent parfois à leur encerclement. Au début de la guerre, le commandement soviétique tâcha de stopper la progression des groupements de choc de l'ennemi, de les rejeter en arrière et, si les conditions y étaient favorables, de transférer les hostilités sur le territoire de l'ennemi. En fait, les troupes soviétiques opposèrent aux agissements effrontés de l'armée allemande fasciste, une défense stratégique évolutive et active, pour saper les possibilités offensives de l'ennemi, pour épuiser et saigner ses groupements de choc.

Le résultat final de la période initiale de la guerre est notoire. Il ne fut pas fatal pour nous à la différence des événements survenus en Occident où, de 1939 à 1941, la défaite des armées capitalistes victimes d'attaques- de la Wehrmacht, avait abouti à la capitulation de certains pays européens. L'Armée soviétique tint ferme et continua la lutte en vue de la victoire sur un agresseur perfide et fort.

A la mi-juillet, la direction hitlérienne comprit que la Wehrmacht ne pouvait plus se guider sans réfléchir sur le plan "Barbarossa". Le 19 juillet, fut promulguée la directive no. 33 concernant la "poursuite de la guerre à l'Est", où il fut reconnu que les tâches stratégiques initialement envisagées dans le cadre du plan "Barbarossa", s'étaient avérées inconsistantes. Dans la directive suivante, la 34-e, en date du 30 juillet 1941, pour la première fois depuis le début de la Seconde Guerre mondiale, Hitler fut obligé d'annuler son propre ordre de poursuite de l'offensive et dû spécifier de nouvelles tâches.

La nouvelle directive prescrivit au groupe d'armées "Centre" de passer à la défensive, ce qui revint à reconnaître le fait que la Wehrmacht n'avait su résoudre les tâches posées par le plan "Barbarossa" sur aucune des directions stratégiques. Les calculs d'écraser les forces principales de l'Armée soviétique à l'ouest de la ligne passant par la Dvina Occidentale et le Dniepr, et de terminer la guerre dans un bref délai, échouèrent. La direction hitlérienne fut obligée de réfléchir sérieusement, pour la première fois, à ce que la guerre devenait une guerre d'usure. Sous ce rapport, Hitler jugea nécessaire de s'emparer des plus importantes régions économiques de l'Union soviétique avant d'attaquer Moscou. La guerre entra dans une étape qualitativement nouvelle, non prévue par les stratèges fascistes. Cela permit à la direction politique et militaire soviétique de gagner du temps pour réaliser des mesures en vue de renforcer davantage la défense profondément échelonnée sur la direction occidentale, la plus importante, et de préparer les réserves stratégiques qui jouèrent par la suite le rôle décisif dans la bataille de Smolensk, pendant la défense de Kiev et de Leningrad. Cela contribua



Le 24 juin 1945, Moscou. Parade de la Victoire sur la Place Rouge. Les étendards et les drapeaux des armées hitlériennes sont déposés au pied du Mausolée de Lénine.

à remporter la première grande victoire d'envergure stratégique devant Moscou, ayant marqué le début du tournant radical dans le cours de la guerre.

Ainsi, on peut dire que la période initiale de la Grande Guerre nationale a prouvé que l'Allemagne fasciste n'avait pas pu écraser les Forces armées soviétiques, bien qu'elle mît tout au service de la guerre-éclair aussi bien dans son pays, que dans d'autres pays d'Europe occidentale. La grandeur de l'exploit réalisé par les soldats soviétiques à cette période consiste dans le fait qu'ils ont supporté le

premier coup puissant et qu'ils ont préparé le tournant dans le cours de la guerre.

Aujourd'hui quand on apprécie l'expérience acquise il y a 63 ans, a qu'on transmet à la jeune génération, on conclut inévitablement qu'il faut mettre tout en œuvre pour que des événements semblables à ceux survenus en juin 1941, ne se reproduisent jamais et en aucun cas. Éditions Démocrate, 52 bd Roger Salengro, 93190 Livry-Gargan, France

Les dossiers du BIP 8 no. 92 page: 14, avril/mai 2003

Encore sur l'Essence du Léninisme

Communiqué du Centre Soviétique du Centre International pour la Formation de la Doctrine Moderne Communiste, livré à la conférence pour la commémoration de l'anniversaire de Lénine, Moscou, le 21 janvier 1997, par V.I. Dyachenko.

La question essentielle du Léninisme n'est pas aléatoire et il est clair qu'elle est soulevée suite aux tentatives continues de réviser les enseignements du Marxisme-Léninisme.

Les révisionnistes et les opportunistes de toutes sortes qui ont repris la direction du PCUS et de l'État Soviétique après la mort de Staline, dans une période de quarante

ans, ont réussi à déformer dans la conscience de la majorité des communistes Soviétiques et des communistes à l'étranger, l'essence du Marxisme-Léninisme quant à la stratégie et la tactique de la construction de la société communiste.

Le point principal est l'enseignement sur (dans un sens large) la révolution communiste avec le but d'établir la dictature du prolétariat et la formation des relations sociales communistes. C'est spécifiquement contre ces principes de base que l'idéologie du CPRF [le Parti communiste de la Fédération de Russie] se bat, sous la direction "sage" du "communiste en chef du

pays" Zyuganov, qui, autant que l'essence du Marxisme-Léninisme est concernée, n'est rien de plus qu'un vrai disciple de la tendance contre-révolutionnaire de la clique des renégats. Khrushchev-Brezhnev-Gorbachev.

"Il est souvent dit et écrit que le point principal dans la théorie de Marx est la lutte des classes. Mais c'est faux. Et cette fausse notion aboutit très souvent à une altération opportuniste du Marxisme et sa falsification dans un esprit acceptable pour la bourgeoisie. Quant à la théorie de la lutte des classes elle n'a pas été créée par Marx, mais par la bourgeoisie avant Marx et, en général, c'est acceptable pour la

bourgeoisie. Ceux qui reconnaissent seulement la lutte des classes ne sont pas encore des Marxistes; ils peuvent toujours se trouver encore dans les limites de la pensée et de la politique bourgeoise.

Limiter le Marxisme à la théorie de la lutte des classes signifie tronquer le Marxisme, le déformant, le réduisant à quelque chose acceptable pour la bourgeoisie. Seulement est Marxiste celui qui prolonge l'identification de la lutte des classes à l'identification de la dictature du prolétariat. C'est ce qui constitue la distinction la plus profonde entre le Marxiste et l'ordinaire petit (aussi bien que grand) bourgeois. C'est la pierre de touche sur laquelle la compréhension réelle et l'identification de Marxisme doit être évaluée...

"L'essence de la théorie de Marx de l'état", conclut Lénine, a été maîtrisée seulement par ceux qui se rendent compte que la dictature d'une seule classe est nécessaire non seulement pour chaque société de classes en général, non seulement pour le prolétariat qui a renversé la bourgeoisie, mais aussi pendant la période entière historique qui sépare le capitalisme de 'la société sans classe' du communisme." (V.I. Lénine, l'État et Révolution, Œuvres complètes, V. 25, p. 417-418.)

Selon la définition donnée par Lénine, la dictature du prolétariat est "la base de la révolution prolétarienne." De cela J.V. Staline a tiré une conclusion entièrement juste que l'essence du Léninisme consiste en la théorie et la tactique de la révolution prolétarienne avec le but d'établir la dictature du prolétariat (J.V. Staline, Travaux V. 8, p. 17.)

La contribution la plus grande de Lénine au prolétariat international a consisté dans la reprise de l'essence révolutionnaire du Marxisme, qui a été perverti et transformé en une théorie de la coexistence des classes par les représentants de la petite bourgeoisie dans le mouvement communiste – les opportunistes de la Seconde Internationale, qui ont nié la

révolution et la dictature du prolétariat.

Lénine a dû entreprendre dans le parti une lutte idéologique approfondie contre les détenteurs de l'idéologie de propriétaire privé, qui a représenté les intérêts de la petite bourgeoisie dans la campagne et les villes. À cet égard dans son travail <les Tâches Immédiates du Gouvernement Soviétique>. Lénine a écrit: "Dans les terres où la population de petits propriétaires prédomine sur la population purement prolétarienne, la différence entre le révolutionnaire prolétarien et le révolutionnaire petit- bourgeois se fera inévitablement sentir et se fera de temps en temps sentir très brusquement..."

L'origine sociale de tels types est le petit propriétaire, qui a été poussé à la frénésie par les horreurs de la guerre, par la ruine soudaine, par les supplices sans précédent de la famine et la dévastation, lequel... recherchant une sortie, cherchant le sauvetage, place sa confiance dans le prolétariat et le soutient un moment et ensuite se laisse aller au désespoir. Nous devons clairement comprendre et nous rappeler fermement le fait que le socialisme ne peut pas être construit sur une telle base sociale. La seule classe qui peut diriger les travailleurs et les exploités est la classe qui suit inébranlablement son chemin... Ce que nous avons besoin est l'avance stable de bataillons de prolétaires de fer." (V.I. Lénine V. 27, p. 276-277).

Les tentatives de pervertir l'essence de Léninisme ont été effectuées, depuis la mort de V.I. Lénine, par les opportunistes de droite et de gauche dans le PCUS (B). Cependant Staline les a combattus.

Prenez par exemple la définition de Trotski du Léninisme. Il a écrit quant à cette question: "le Léninisme, comme un système d'action révolutionnaire, suppose un instinct révolutionnaire formé dans la réflexion et l'expérience qui, dans la sphère sociale, est équivalent à la sensation musculaire dans le travail

physique." Staline a montré que ce n'est rien de plus qu'un jeu de mots. (J.V. Staline, Travaux, V.8, p. 289.)

Le Trotskiste Zinoviev a défini le Léninisme de cette façon: "le Léninisme est le Marxisme de l'ère des guerres impérialistes et de la révolution mondiale qui a commencé directement dans un pays où la paysannerie prédomine." Basé sur sa propre définition du Léninisme, Zinoviev a considéré que la question principale est le rôle de la paysannerie. Staline a dit: " Comme vous voyez, la thèse de Zinoviev suit entièrement sa fausse définition du Léninisme. C'est donc aussi faux que sa définition du Léninisme est fausse.

"Est-ce que la thèse de Lénine **la dictature du prolétariat est le contenu de base de la révolution prolétarienne' est correcte?** C'est incontestablement correct. Est -ce que la thèse <le Léninisme est la théorie et la tactique de la révolution prolétaire> est correcte? Je pense que c'est correct. Mais qu'est-ce qui en découle? Il s'ensuit que la question fondamentale du Léninisme, son point de départ, sa base, est la question de la dictature du prolétariat" (J.V. Staline, Travaux, V. 8, p. 14, 17.)

Les opportunistes de droite, sous la direction de Boukharine, qui ont exprimé les intérêts des koulaks à la campagne, ont nié la dictature du prolétariat. L'idée de la mort de la dictature du prolétariat lors de la construction du socialisme et de la transformation de la société de classes en une société sans classe, appartient en particulier à Boukharine. Cependant sa théorie a été exposée d'abord par Lénine et après sa mort par J.V. Staline. "Alors" Staline a désigné "les trois aspects principaux de la dictature du prolétariat.

"1) L'utilisation de l'autorité du prolétariat pour la suppression des exploités, pour la défense du pays, pour la consolidation des liens avec les prolétaires d'autres pays et pour le développement et la victoire de la révolution dans tous les pays.

"2) L'utilisation de l'autorité du prolétariat pour détacher les masses

laborieuses et exploitées une fois pour toutes de la bourgeoisie, pour consolider l'alliance du prolétariat avec ces masses, pour entraîner ces masses dans le travail de construction socialiste et assurer la direction d'état de ces masses par le prolétariat.

"3) L'utilisation de l'autorité du prolétariat pour l'organisation du socialisme, pour l'abolition des classes, pour la transition à une société sans classes, à une société socialiste.

"La dictature du prolétariat est une combinaison de tous ces trois aspects. Aucun de ces aspects ne peut être avancé comme la particularité unique caractéristique de la dictature du prolétariat. D'autre part, vu l'état des choses d'encerclement capitaliste, l'absence de même une de ces particularités est suffisante pour que la dictature du prolétariat cesse d'être une dictature." (J.V. Staline, Concernant les Questions de Léninisme, "la Révolution Proletarienne et la Dictature du Prolétariat", V. 8, p. 31-32.)

Défendant l'essence du Léninisme au cours de la lutte idéologique contre l'opposition, Staline a dit: "en effet pourquoi le C.P.S.U. (B.) exprime tant de méfiance envers l'opposition? La raison en est que l'opposition a eu l'intention de remplacer le Léninisme par le Trotskisme... 'améliorer' le Léninisme au moyen du Trotskisme. Mais le Parti veut rester fidèle au Léninisme, malgré tous les artifices divers de tous ces faux aristocrates dans le Parti. C'est la cause première pourquoi le Parti, qui a fait trois révolutions, a trouvé nécessaire de tourner son dos à Trotski et à l'opposition dans l'ensemble." (J.V. Staline, Travaux, V. 10. 165.)

La tragédie est arrivée après la mort de Staline, quand la direction du PCUS et de l'État a été saisie par les détenteurs d'une psychologie et d'une idéologie petite-bourgeoise, les continuateurs de l'opposition Trotskiste-Bukhariniste. En conséquence, l'anarchie petite-

bourgeoise a repris le parti et la société.

Le révisionnisme dans le PCUS a été combattu ensuite par le Parti du Travail de l'Albanie, lutte menée par Enver Hoxha. Cela s'est terminé par une confrontation totale entre l'Union soviétique et l'Albanie. Dans l'article "les révisionnistes Soviétiques ne réussiront pas à déguiser leur visage déloyal avec démagogie", en 1969 il a écrit: "Le révisionnisme Khrushcheviste en Union soviétique a subi plusieurs étapes, en conformité avec lequel ses formes, ses méthodes et sa tactique de lutte et l'action pour effectuer en pratique son cours anti-marxiste et déloyal et le camoufler, ont aussi changés..."

"Dans le domaine idéologique les révisionnistes ont remplacé les idées et la ligne cohérente marxiste-léniniste de Staline sur toutes les questions fondamentales avec les idées et la ligne anti-marxiste du révisionnisme moderne. Les opportunistes et Trotskyistes divers, Bukharinistes et les ennemis Zinovievistes, les nationalistes et les autres, en Union soviétique ont été proclamés comme 'les victimes de Staline' et ont été placés sur le piédestal des 'martyrs' et des 'héros'... Ils ont lancé le slogan d'unité avec les social-démocrates à l'échelle nationale et internationale 'dans la lutte commune pour le socialisme,' et la voie a été pavée pour le rapprochement complet idéologique, politique et organisationnel et la fusion des partis communistes avec les partis sociaux-démocrates..."

"Dans le domaine politique Khrushchev et son groupe ont sali et ont renoncé à la théorie marxiste-léniniste et à la pratique de la lutte des classes et à la dictature du prolétariat, l'appelant 'une altération staliniste' et proclamant la période entière historique de la direction de Staline 'une période sombre, anti-démocratique, une période des violations de la légalité socialiste, de terreur et de meurtres, de prisons et de camps de concentration.' La route a été ainsi ouverte pour la liquidation de la dictature du prolétariat et pour

son remplacement par la dictature bureaucratique et contre-révolutionnaire de la nouvelle aristocratie 'socialiste' qui est née et se développait, tout cela étant couvert de slogans trompeurs de 'démocratisation' et de 'la restauration de la liberté et la justice socialiste' prétendument 'perdue et maintenant regagnée.'

"Dans le domaine économique, les Khrushchevistes ont déclaré comme faux et incorrect la ligne de Staline et les méthodes de développement et la gestion de l'économie socialiste dans toutes les branches, particulièrement dans celui de l'agriculture, et ont rejetées les directives de Staline sur la nouvelle amélioration et le développement des relations socialistes de production dans la période historique de la transition du socialisme au communisme et, cela sous le prétexte de surmonter 'la stagnation' de l'économie et les difficultés prétendument créées suite à la ligne 'dogmatique' de Staline, entreprise par une série de 'réformes' qui ont frayé la voie à la dégénération graduelle de l'ordre socialiste économique et à l'opération non contrôlée des lois économiques du capitalisme." (Enver Hoxha, le Parti du Travail de l'Albanie dans Bataille avec le Révisionnisme Moderne, Discours et Articles, p. 477, 481-482).

Ce chemin a conduit à la restauration totale des relations capitalistes dans notre pays, qu'en termes de théorie est le résultat, selon notre point de vue, de la révision essentielle du Léninisme par le PCUS.

Pour conclure, laissez-moi revenir de nouveau aux mots brillants d'Enver Hoxha qui a dit, je vous rappelle, en 1969: "Malgré le fait que pas tous les communistes et le prolétariat en Union soviétique voient que le Parti communiste actuel de l'Union soviétique n'a rien en commun avec le parti Bolchevique de Staline-Lénine, le bolchevisme est toujours vivant en Union soviétique et les

révolutionnaires Soviétiques Bolcheviques ne seront pas défaits face à la tragédie que la terre des Soviets vit en ce moment, mais ils reconstitueront les grandes traditions de la Révolution Octobre, des temps héroïques de Lénine et le Staline. Et

la seule route possible pour cela est la récréation d'un parti Marxiste-Léniniste-Staliniste révolutionnaire, qui doit prendre en mains la bannière de la lutte pour le renversement de la clique de révisionnistes et la restauration de la dictature du

prolétariat, pour que l'Union soviétique revienne en arrière sur la route du communisme". (Ibid. p. 503-504).

Traduction Dr Adélarde Paquin

Transformation fondamentale de la politique économique après la mort de Staline

Une transformation fondamentale de la politique économique s'est produite entre la mort de Staline et le XXe Congrès du PCUS. Les projets de plans destinés à jeter les fondations d'une société communiste furent abandonnés au profit d'un programme de prospérité consumériste. La proposition de Staline, approuvée par le XIXe Congrès du PCUS, d'introduire graduellement un échange de produits entre la ville et la campagne pour remplacer la circulation mercantile de biens fut annulée en mai 1953, et un programme visant à étendre la circulation des marchandises fut adopté sous le prétexte d'accroître ce qu'un slogan appela le «commerce soviétique». Le rôle du Gosplan dans l'économie soviétique fut progressivement restreint par l'expansion des droits économiques des ministères soviétiques de l'ensemble de l'Union, en avril 1953, et par l'extension des pouvoirs des directeurs d'entreprises et des ministères des Républiques de l'Union en 1955. Le système de planification directrice centralisée hérité de la période stalinienne fut supprimé en 1955 et remplacé par un nouveau système de «coordination planifiée» par le Gosplan et les ministères de l'ensemble des républiques de l'Union.

Les deux années qui suivirent le XXe Congrès du PCUS virent d'autres changements radicaux dans la manière de diriger l'économie soviétique. Par la Résolution no. 555 du Conseil des Ministres de l'URSS datée du 22 mai 1957, le système d'allocation des produits du secteur d'État fut supprimé et une multitude d'organisations centralisées de vente furent créées sous l'autorité du Gosplan, en vue de vendre les produits industriels fabriqués par

l'industrie soviétique. L'élimination de Molotov, de Kaganovitch et de Sabourov de la tête du PCUS eut un impact immédiat sur la ligne de conduite économique. La transformation des moyens de production en marchandises fut officialisée par la Résolution no. 1150 du Conseil des Ministres de l'URSS, le 22 septembre 1957, prévoyant que les entreprises devaient désormais opérer sur la base du profit.

La troisième édition du Traité d'économie politique paru en 1958 reflétait fidèlement le nouveau système économique en minimisant le fait que les moyens de production circulaient à l'intérieur de l'État comme des marchandises.¹²

Dans sa réponse aux lettres de A.V. Sanina et V.G. Venzher, Staline s'était déclaré opposé à ce que les stations de tracteurs, qui possédaient les instruments de base de la production agricole, soient vendus aux fermes collectives, ce qui, entre autres choses, aurait eu pour résultat d'inscrire dans la sphère de la production de marchandises une quantité gigantesque d'instruments de production. Les économistes Sanina et Venzher n'étaient pas isolés lorsqu'ils exprimèrent leur opinion. Une année plus tôt, A. Paltsev, dans la brochure Sur les sentiers de la transition du socialisme (Kiev, 1950) avait suggéré qu'avec la croissance des techniques agricoles dans les stations de tracteurs et avec la fusion des fermes collectives de moindre importance, soient établis des départements «stations de tracteurs» sous l'autorité des fermes collectives, étroitement liés au travail d'une ferme collective donnée.¹³ Par cette mesure, Paltsev proposait en fait que la propriété de l'ensemble du peuple, la propriété de l'État, soit

subordonnée à la propriété de groupes de fermes collectives. La condition préliminaire à la dissolution des stations de tracteurs était de supprimer le système d'allocation des principaux instruments de production à l'agriculture.

Par la Résolution no. 663, en juillet 1957, le Gosplan mit fin au système d'allocation de matériel agricole hérité de l'époque de Staline et créa sous sa juridiction une organisation, la Glavavtotraktorbitsa, qui eut pour fonction de vendre au secteur agricole l'équipement mécanique dont il avait besoin. En 1958, tout en se démarquant pour la forme de la proposition antérieure de Venzher, Khrouchtchev démarra la politique de dissolution des stations de tracteurs et celle de la vente des instruments de production agricole aux fermes collectives. Le résultat fut, bien entendu, que les moyens de production, dans l'agriculture comme dans l'industrie, se mirent à circuler sous forme de marchandises.

Le publiciste soviétique Vinnichenko, qui était proche de Venzher et de Khrouchtchev, répandit l'idée qu'une «méfiance» à l'égard de la paysannerie était à la base de l'opposition de Staline à la propriété des instruments de production par les fermes collectives. Ce n'était pas vrai. Staline ne faisait que soutenir la même position marxiste qu'Engels, lequel, dans une lettre à Bebel, en janvier 1886, avait déclaré sans équivoque que les moyens de production de l'agriculture devaient être la propriété de la société dans son ensemble, de façon à ce que les intérêts particuliers des fermiers des coopératives ne puissent prévaloir sur les intérêts de l'ensemble de la société.¹⁴

En outre, tant Engels que Staline étaient d'avis que les paysans riches ne devaient pas être membres des fermes collectives. On comprend que dans ces démocraties populaires où les koulaks (et même certaines catégories des grands propriétaires terriens) étaient membres des coopératives de production agricole et où les principaux instruments de production étaient la propriété de ces coopératives, la critique adressée par Staline à Sanina et Venzher ait reçu un accueil glacial.

La lutte pour une conception marxiste de la loi de la valeur

S'ajoutant aux écrits de Yudin, un article de Souslov, publié dans les *Izvestiya*, le 25 décembre 1952, évoquait les implications des idées de N.A. Voznesensky exprimées dans la brochure *Économie de guerre* de l'URSS pendant la guerre patriotique, parue en 1947. Le grief principal adressé à Voznesensky était qu'il avait fétichisé la loi de la valeur, qui était présentée comme régulant la distribution du travail dans les différents secteurs de l'économie soviétique.

Il est tout à fait évident que c'était le cas, puisque nous trouvons dans cet ouvrage le passage suivant : «La loi de la valeur opère non seulement dans la distribution des produits, mais aussi dans la distribution du travail lui-même parmi les différents secteurs de l'économie nationale de l'Union soviétique. Dans ce cadre, le plan d'État se sert de la loi de la valeur pour assurer la répartition appropriée du travail social parmi les divers secteurs de l'économie, et ce, au mieux des intérêts du socialisme».¹⁵

Qu'est-ce qui était en jeu? En ce qui concerne la mise en application de la loi de la valeur dans la société soviétique, beaucoup de choses en dépendaient, du point de vue avantageux de la théorie économique marxiste. Marx et Engels considéraient que la loi de la valeur n'entraînait en jeu que dans les sociétés où la production de marchandises était présente. La valeur entraînait en jeu avec l'augmentation de la production de marchandises et cessait d'opérer avec

la fin du système des marchandises.¹⁶ Étant donné l'argument selon lequel la valeur réglementait l'attribution du travail dans l'économie, la seule conclusion logique était qu'un système de production généralisé de marchandises, c'est-à-dire le capitalisme, prévalait en Union soviétique. Voznesensky, par conséquent, soulevait des questions fondamentales sur la nature réelle de la société socialiste.

Pour Marx et Engels, la loi de la valeur opérait dans une société où existait la production de marchandises: «Le concept de valeur est l'expression la plus générale et, par conséquent, la plus complète des conditions économiques de la production de marchandises».¹⁷ Une société de production de marchandises est composée de producteurs privés dont les marchandises sont «produites et échangées les unes contre les autres par ces producteurs privés, pour leur propre compte».¹⁸ Logiquement, dans une société où la production de marchandises s'est terminée par «la saisie des moyens de production par la société, la production de marchandises est abolie en même temps que la maîtrise du producteur sur le produit. L'anarchie dans la production sociale est remplacée par une organisation systématique et bien précise».¹⁹ La loi de la valeur devient alors superflue. C'est également ce qu'implique l'argument avancé par Marx dans sa Lettre à Kugelmann de juillet 1868, où il prétendait : «Que cette nécessité de distribuer le travail social dans des proportions définies ne puisse être supprimée par la forme particulière de production sociale, mais qu'elle puisse seulement changer de forme, est une évidence. On ne peut abolir aucune loi naturelle. Ce qu'on peut changer, en modifiant les circonstances historiques, c'est la forme selon laquelle ces lois opèrent. Et la forme selon laquelle s'opère cette division proportionnelle du travail dans une société où l'interconnexion du travail social se manifeste dans l'échange privé de produits privés du travail, est précisément la valeur d'échange des produits».²⁰

Car, dans une société où l'interconnexion du travail social se produit en l'absence d'un système marchand, c'est-à-dire sans producteurs privés, l'attribution du travail social se produirait sans qu'intervienne la notion de valeur. C'est ce que confirme Engels quand il dit: «Il est vrai que, même alors (sous le socialisme) il sera toujours nécessaire que la société sache quelle quantité de travail il faudra pour produire chaque article de consommation. Elle devra arranger son plan de production en accord avec ses moyens de production, qui comprennent, en particulier, sa force de travail. Les effets utiles des différents articles de consommation, comparés les uns aux autres et avec deux quantités de travail nécessaires à leur production, finiront par déterminer le plan. Les gens seront capables de tout gérer très simplement, sans l'intervention de la valeur tant vantée».²¹

Ceci est encore corroboré par Marx dans son dernier texte important sur l'économie politique, *Commentaires sur le Manuel d'économie politique* d'Adolphe Wagner, en 1879-1880, texte dans lequel il rejetait l'idée, que lui avait attribuée Wagner, selon laquelle la valeur opérerait dans une société socialiste. Marx a critiqué la prémisse de Wagner selon laquelle dans «l'État social marxiste, sa théorie (de Marx) de la valeur développée pour la société bourgeoise déterminerait la valeur».²²

Marx et Engels ont clairement exclu l'application de la loi de la valeur dans une société socialiste. Cependant, ils ont admis que dans une société socialiste de transition, la valeur serait conservée là où la petite paysannerie continuerait à exister en tant que classe. Engels a parlé d'une telle condition en 1884 dans son article sur la Question paysanne en France et en Allemagne : «Quand nous serons en possession du pouvoir sur l'État, nous ne penserons même pas à exproprier par la force les petits paysans (que ce soit avec ou sans compensation), comme nous devons le faire pour les grands propriétaires terriens. Notre

toute première tâche, en ce qui concerne le petit paysan, consistera à effectuer la transition de son entreprise privée et de sa propriété privée vers des entreprises et des propriétés coopératives, pas de façon coercitive, mais à titre d'exemple et par l'offre d'une assistance sociale dans ce but».

En URSS, même après la collectivisation et l'instauration de la propriété de groupe, la production privée a continué d'exister sous une forme restreinte. Le Gosplan a pu supprimer l'effet de la loi de la valeur dans le domaine de l'industrie d'État, des fermes étatisées et des stations de tracteurs en réglementant la distribution du travail selon un plan bien défini. Mais cela n'était pas possible en ce qui concerne les fermes collectives. Bien sûr, la terre ensemencée, les récoltes, le développement du travail des tracteurs, le nombre des têtes de bétail appartenant à l'État, la production agricole dans son ensemble, le volume des paiements obligatoires et les paiements en espèces aux stations de tracteurs furent soumis au cadre de la planification centrale. Mais l'État ne put planifier l'utilisation de la production de marchandises en surplus ni l'utilisation de la force de travail à certaines époques définies et pour certaines tâches définies.²³

Voznesensky n'a pas maintenu la position marxiste. Il a soutenu que la loi de la valeur s'appliquait à la distribution du travail dans les divers domaines de l'économie soviétique, c'est-à-dire dans les secteurs industriels aussi bien que dans les secteurs agricoles. En propageant cette façon de voir, Voznesensky se situait en marge du consensus général des économistes soviétiques. Un article éditorial de 1943 intitulé Quelques problèmes rencontrés dans l'enseignement de l'économie politique, avait défendu l'idée que «l'assignation de fonds et de force de travail à des secteurs individuels de la production s'effectue de façon planifiée, en harmonie avec les tâches fondamentales de la construction du socialisme».²⁴ De même, l'année suivante, le doyen de l'économie politique soviétique, K.V.

Ostrovityanov, prétendit que dans une économie socialiste, «la distribution du travail et des moyens de production aux différents secteurs de l'économie nationale s'effectue, non pas sur base d'un mouvement imprévisible des prix et de la poursuite du profit, mais sur base d'une direction planifiée se servant de la loi de la valeur».²⁵ La valeur «ne dirige pas la distribution du travail social» dans ce cas, mais joue «le rôle d'instrument auxiliaire de la distribution planifiée du travail et des moyens de production parmi les secteurs de l'économie soviétique».

La valeur ne commandait pas le développement de la production des moyens de production: si on ne la limitait pas, on ne pouvait trouver les fonds nécessaires à attribuer à ce secteur. Pourtant, Voznesensky, dans sa discussion sur la fixation des proportions appropriées entre la production des moyens de production et celle des biens de consommation aux fins de reproduction sur une échelle de plus en plus grande, s'exprime de façon à éviter soigneusement d'indiquer la primauté de la production des moyens de production (Département 1) par rapport à la production des biens de consommation (Département 2) qui était nécessaire pour assurer l'expansion continue de l'économie nationale. Il relègue la question dans la partie de son travail relative à l'économie d'après-guerre: «Si nous divisons la production socialiste en URSS en Département 1, production des moyens de production, et Département 2, production des articles de consommation, la valeur des moyens de production mis de côté par l'État soviétique pour les entreprises du Département 2 doit, de toute évidence, dans une mesure définie par planification, correspondre à la valeur des biens de consommation mis de côté pour les entreprises du Département 1. En effet, si les entreprises du Département 1 devaient être privées d'articles de consommation et les entreprises du Département 2 des moyens de production, la reproduction socialiste sur une vaste échelle serait impossible,

dans la mesure où les travailleurs des entreprises produisant des moyens de production seraient privés d'articles de consommation, alors que les entreprises produisant des articles de consommation seraient privées de moyens de production, c'est-à-dire de combustible, de matières premières et d'équipement».²⁶

En revanche, Ostrovityanov avait reconnu que la valeur ne fonctionnait qu'à un niveau auxiliaire dans la planification de la distribution des moyens de production.²⁷ Plus catégoriquement, l'auteur de l'éditorial de 1943 soutenait, en prenant l'exemple de l'usine Kirov, à Makeyevka, et les complexes de Magnitogorsk et de Kuznetsk, que la valeur ne régissait pas le développement de l'industrie métallurgique soviétique, qui fonctionnait depuis de nombreuses années grâce à des budgets d'État, sans rapporter le moindre profit.²⁸

La critique du petit livre de Voznesensky par Souslov mit dans le mille. Mais Voznesensky n'était pas qu'un théoricien car, en sa qualité de président du Gosplan, sous le Conseil des Ministres de l'Union soviétique, il était en mesure de faire appliquer une politique d'extension de la sphère opérationnelle des relations argent-marchandises en Union soviétique en 1948-49. L'examen de l'affaire de Leningrad qui eut lieu sous Gorbatchev a révélé que M.Z. Pomaznev, qui était vice-président du Comité d'Approvisionnement d'État de l'URSS s'était plaint que le Gosplan, sous Voznesensky, avait réduit le plan industriel national pour le premier trimestre de 1949. Plus tard, Shkiryatov de la Commission de Contrôle du Parti a réitéré l'accusation et le Conseil des Ministres de l'URSS a pris note du fait que Voznesensky avait failli à sa tâche qui consistait à défendre les directives du gouvernement en matière de planification.²⁹ L'accusation de réduction du planning industriel est en relation tout à fait logique avec l'augmentation des prix de gros des marchandises de l'industrie lourde en janvier 1949 et avec la tentative de

donner un rôle déterminant au profit dans la production des moyens de production et de faire entrer ceux-ci dans la sphère des relations argent-marchandises. L'expulsion de Voznesensky du Gosplan, le 5 mars 1949, vit le début de l'annulation de sa politique économique à plusieurs stades, si bien que les prix de gros furent finalement abaissés à trente pour-cent en dessous de ceux de 1949. Voznesensky devint le héros de ceux qui voulaient remodeler l'économie soviétique selon les schémas d'une économie de marché : il fut réhabilité peu de temps après la mort de Staline.

L'article de Souslov, de 1952, soulevait une autre question relative à la valeur. Il critiquait l'idée longtemps prédominante parmi les économistes soviétiques, selon laquelle, sous le socialisme, la valeur était «transformée» ou «modifiée» de façon à servir le socialisme. Dans Problèmes économiques, Staline avait rejeté l'opinion que cela se produisait dans le cas d'une économie socialiste planifiée car, si la valeur pouvait être «transformée», les lois économiques pourraient alors être abolies et remplacées par d'autres lois. La sphère d'action d'une loi économique pouvait être restreinte mais elle ne pouvait pas être «transformée», ni «abolie».³⁰

La notion subjectiviste de «transformation» des catégories de valeur sous le socialisme a imprégné l'économie politique soviétique. Voznesensky a donné une illustration de cette tendance lorsqu'il a prétendu que «la marchandise, dans la société capitaliste, est affranchie du conflit entre sa valeur et sa valeur d'usage si caractéristique de la marchandise dans la société capitaliste, où elle provient de la propriété privée des moyens de production».³¹ Était-il possible que, sous le socialisme, la marchandise puisse être affranchie du conflit entre valeur d'usage et valeur d'échange ? En URSS, la valeur a persisté à cause de l'existence de deux types de propriété. Si la propriété de groupe, principalement représentée par les fermes collectives, était élevée au statut de propriété d'État, alors la base opératoire des reliquats de valeur

cesserait d'exister. Mais c'est la marchandise en soi que Marx considérait comme la «cellule» primitive ou «embryon» du capitalisme. Elle ne pouvait être ni «changée» ni «transformée», seule sa portée pouvait être limitée et restreinte.

L'interprétation que faisait Staline de cette question correspondait à la position marxiste d'Engels, qui écrivait ceci à Kautsky en septembre 1884, alors que celui-ci rédigeait le brouillon d'un article sur les théories économiques du professeur et économiste socialiste allemand Rodbertus : «Vous faites la même chose (que Rodbertus) avec la valeur. La valeur actuelle est celle de la production de marchandises, mais avec l'abolition de la production de marchandises, la valeur se 'modifie' aussi, c'est-à-dire que la valeur en elle-même reste mais sous une forme modifiée. Mais, en fait, la valeur économique est une des catégories qui appartiennent à la production de marchandises et qui disparaissent avec elle,³² vu qu'elle n'existait pas avant elle. La relation entre le travail et le produit ne s'exprime pas sous forme de valeur avant la production de marchandises, et ne le fera pas après non plus».³³

Pour Engels, une valeur «modifiée» représentait l'introduction en fraude des effets de la loi de la valeur, ce qui était intolérable dans une société socialiste. Dans les écrits de Kautsky, cela ne représentait qu'un faux pas isolé, mais Staline a été confronté à une situation où virtuellement la totalité des économistes de l'URSS ont avalisé cette erreur.

La notion de valeur «transformée» semble avoir surgi comme l'expression d'un besoin double. Premièrement, il fallait critiquer l'idée selon laquelle la valeur pouvait être arbitrairement abolie en Union soviétique, quand l'existence des fermes collectives rendait nécessaire le maintien des relations argent-marchandises. Deuxièmement, il fallait articuler la réalité, à savoir que dans les conditions générées par une économie socialiste planifiée, l'opération de la valeur ne

jouait qu'un rôle auxiliaire subordonné et restreint. Cependant, la conception de valeur «modifiée» présentait, au sens marxiste, un net contenu idéologique. C'est la raison pour laquelle Staline a considéré que la formule, quoique longtemps d'usage courant en Union soviétique, devait être abandonnée par souci d'exactitude. La notion de valeur «transformée» donnait naissance à un problème similaire en continuant à véhiculer l'idée selon laquelle la valeur pouvait être créée ou abolie de façon arbitraire et parce qu'elle pouvait devenir un levier théorique servant à justifier l'extension, plutôt que la contraction, de la sphère d'influence des relations argent-marchandises, comme cela s'était indubitablement produit avec Voznesensky.

Avec l'expansion rapide des relations argent-marchandises au sein de l'économie soviétique après 1953, il était peut-être – inévitable que la marchandise «transformée» opère un retour. Le Manuel d'économie politique de 1954 prétendait que l'économie socialiste ne connaissait pas la contradiction entre travail privé et travail social.³⁴ Une telle argutie posait de nombreux problèmes. Elle suggérait que, dans une société encore contrainte à pratiquer la production de marchandises d'une façon limitée, on pouvait dire que le travail social était une réalité tangible et à part entière, en dépit du fait que la classe ouvrière continuait à percevoir un salaire grâce auquel elle achetait des biens de consommation. Elle tendait à impliquer, en outre, que la contradiction entre travail concret et travail abstrait (qui, selon Marx, ne pouvait disparaître que dans une société communiste) avait déjà été résolue. Il allait aussi apparaître qu'il ne fallait pas abolir le travail privé en portant la force de travail de la paysannerie des fermes collectives – qui n'était pas totalement dans la sphère de la planification socialiste pendant des périodes définies à des tâches définies et qui conservait les caractéristiques du travail privé tant que la relation entre le travail et le produit s'exprimait totalement sous

forme de valeur -au niveau du travail social de la classe ouvrière à ce stade historique, contrôlant la propriété du peuple tout entier.

L'édition 1951 du Manuel d'économie politique ramenait l'économie politique soviétique aux marchandises affranchies de toute contradiction de Voznesensky, et elle rejetait la position de Staline dans Problèmes économiques, position selon laquelle la contradiction entre les rapports de production et les forces de production continuaient à jouer un rôle en Union soviétique.

Dans les années qui suivirent 1953, le PCUS ne se considérait plus comme le parti de l'avant-garde ouvrière de la tradition léniniste, mais comme le parti du peuple tout entier. L'État de la dictature du prolétariat qui, selon Marx, devait perdurer jusqu'à l'avènement du communisme, fut remplacé par l'État de tout le peuple. Avant les réformes de 1953-58 en faveur d'une économie de marché, il était possible de prétendre, comme l'avait fait Staline, que la production de marchandises, en Union soviétique, était d'un type spécial : «La production de biens sans les capitalistes, qui concerne principalement les marchandises produites par des producteurs socialistes associés (l'État, les fermes collectives, les coopératives), dont la sphère d'opération se limite aux articles de consommation personnelle, ce qui ne peut évidemment pas se développer dans une production capitaliste, avec son 'économie basée sur l'argent', est destinée à servir le développement et l'affermissement de la production socialiste».³⁵

Mais après les réformes de 1953-58 vers une économie de marché, quand les moyens de production ont commencé à circuler comme des marchandises, la situation a changé qualitativement. Les formes de production de marchandises qui existaient sous le socialisme étaient, comme Staline l'a fait remarquer, d'une nature spéciale. Après les réformes, les restrictions imposées à la production de marchandises ont été levées et les formes de marchandises ont

commencé à constituer des relations économiques d'un autre type. Marx, dans *Le Capital*, a établi que la marchandise, cellule de base du capitalisme, contenait en elle-même l'embryon à la fois du travail rétribué et du capital. La logique d'une production de marchandises en expansion rapide signifiait que les catégories économiques telles que la force de travail, la valeur excédentaire, le profit capitaliste et le taux de profit moyen, ne tarderaient pas à faire leur réapparition. C'est dans ce contexte que le programme pour l'établissement de la société communiste proposé par Khrouchtchev en 1961 doit être évalué. Au lieu de réduire la sphère de la production des marchandises et de leur circulation dans la marche en avant vers le communisme, le PCUS a envisagé de l'étendre. Son programme abandonnait la tâche d'abolition des classes sous le socialisme et ne se souciait plus de restructurer les rapports de production dans la société soviétique. Le but fixé par Staline de faire passer la propriété de groupe des fermes collectives au statut de propriété publique fut abandonné. En lieu et place, une notion de fusion future de la propriété d'État fut adoptée sous Khrouchtchev.

Notes :

1 – Malenkov, G.M., «Les activités du CC du PCUS(b)» dans *Pour une paix durable, Pour une démocratie du peuple*, Bombay, 1948, p. 79. 2 – Voznesensky, N.A., «Plan quinquennal pour la réorganisation et le développement de l'économie nationale de l'URSS 1946-1950», *Soviet News*, London, 1946, p. 10. 3 – Staline, J., «Les relations internationales de l'après-guerre», *Soviet News*, London, 1947, p. 13. 4 – *Filosofskaya Entsiklopediya*, Vol. 1, Moscou, 1960, p. 177. 5 – Boukharine, N.I., *Metodologiya i Planirovanie Nauki i Tekhniki*, *Izbrannie Trudy*, Moscou, 1989, p. 135. 6 – Yaroshenko, L.D., *Svidetel'stva Vremeni*, Igor Troyanovskii (Ed), Staline, J., *Ekonomicheskie Problemy Sotsializma v SSSR*, *Peredelkino*, 1992, p. 100-104. 7 – Yudin, R.E., *Trud I.V. Stalina «Ekonomicheskie Problemy Sotsializma v SSSR» – Osnova Dalneishogo Razvitiya Obshestvennikh Nauk*,

Moscou, 1953, p. 23-24. 8 – Lénine, V.I., *Polnoe Sobranie Sochineniya*, Vol. 43, 5e éd., Moscou, 1963, p. 276. 9 – Trifonov, D.K., et al., *Istoriya Politicheskoi Economii Sotsializma*, Ocherki, Léninegrad, 1972, p. 201. 10 – Staline, J., *Problèmes économiques du socialisme en URSS*, Moscou, 1952, p. 21. 11 – Yudin, Op.cit., p. 23. 12 – Ostrovityanov, K.V., et al., *Politicheskaya Ekonomiya*, Uchebnik, 3e éd., Moscou, 1958, p. 505. 13 – Yudin, Op.cit., p. 31-32. 14 – Engels, F., «Lettre adressée à Bebel à Berlin», 20-23 janvier 1889, dans Marx, K. et Engels, F., *Sobranie Sochineniya*, Vol. 36, Moscou, 1964, p. 361. 15 – Voznesensky, N., *Économie de guerre en URSS lors de la période de la guerre patriotique*, Moscou, 1948, p. 118. 16 – Engels, F., «Lettre adressée à Karl Kautsky à Zürich», dans Marx, K., *Sur la valeur*, Belfast, 1971, p. 5. 17 – Engels, F., *l'Anti-Dühring*, Moscou, 1978, p. 376. 18 – Ibid., p. 240. 19 – Ibid., p. 343. 20 – Marx, K., *Lettres au Dr Kugelmann*, Londres, s.d., p. 73-74. 21 – Engels, F., Ibid., p. 375. 22 – Marx, K., *Sur la valeur*, p. 28. 23 – Smolin, N., *O zachatkakh produkto-obmena*, *Voprosi Ekonomiki*, no. 1, 1953, p. 33-45. 24 – *Pod Znamenem Marksizma*, no. 7-8, 1943. 25 – Ostrovityanov, K.V., *Ob osnovnikh zakonomernostyakh razvitiya sotsialisticheskogo khozaistva*, *Bol'shevik*, no. 23-24, 1944, p. 50-59. 26 – Voznesensky, N., Loc.cit. 27 – Ostrovityanov, K.V., Op.cit. 28 – *Pod Znamenem Marksizma*, Op.cit. 29 – *Izvestiya Ts.K KPSS*, no. 2, 1989. 30 – Staline, J., Op.cit., p. 97. 31 – Voznesensky, N., *Économie de guerre*, p. 97. 32 – Engels, F., *l'Anti-Dühring*, p. 252-62. 33 – Engels, F., «Lettre adressée à Karl Kautsky à Zürich» dans Marx, K., *Sur la valeur*, p. 5-6. 34 – Ostrovityanov, K.V., et al., *Politicheskaya Ekonomiya*, Uchebnik, Prem. éd., Moscou, 1954, p. 442. 35 – Staline, J., Op.cit., p. 20-21.

Tiré du livre du livre "L'effondrement de L'union soviétique : causes et leçons" pour donner un nouvel essor révolutionnaire au mouvement communiste international, aux Éditions EPO. Nous vous conseillons fortement la lecture du livre.

Europe de l'Est :

« L'anti-communisme ne passera pas ! »

Ce 8 juin 2010 marque une nouvelle étape dans la criminalisation du communisme dans toute l'Europe, et en Europe de l'Est en particulier. En effet, la loi interdisant les symboles communistes en Pologne, adoptée en décembre 2009 par le gouvernement Kaczynski, entre aujourd'hui en vigueur.

Elle repose sur la modification suivante de l'article 256 du code pénal:

Art. 256 § 1. Toute personne qui fait la propagande pour des régimes fascistes ou pour tout autre régime totalitaire ou lance des appels à la haine sur une base nationale, raciale, religieuse ou sur la base du mépris pour les différentes croyances religieuses, doit être soumis à des amendes, des restrictions de liberté ou des peines d'emprisonnement allant jusqu'à 2 ans.

§ 2 La même peine doit être infligée à quiconque qui, dans un but de propagande, produit, importe, achète, stocke, offre, transporte ou envoie des objets contenant des symboles décrits dans le § 1 ou comportant des symboles communistes.

Cette loi ne se contente pas de mettre sur un pied d'égalité communisme et nazisme, mais elle offre la base juridique à la persécution juridique des militants communistes polonais en menaçant toute activité politique – ne serait-ce que le port de drapeaux ou de badges avec la faucille et le marteau – de 2 ans d'emprisonnement.

Le Parti Communiste Polonais appelle à manifester à Varsovie contre l'interdiction.

Le Parti Communiste Polonais (KPP) a déjà réagi en rappelant notamment, comme il l'a déjà fait en décembre dernier, que cette décision est en contradiction avec les principes de liberté de conscience,

d'expression et d'opinion garantis par l'article 53 de la Constitution polonaise ainsi qu'avec les conventions internationales signées par la Pologne.

Le KPP appelle à manifester pacifiquement ce mardi 8 juin, à partir de 16 h sur la place du Général de Gaulle à Varsovie.

Le Parti Communiste Grec défie le président du Parlement européen polonais à Athènes.

Le Parti Communiste Grec (KKE) a été le premier à manifester sa solidarité avec les communistes polonais. Profitant de la visite de Jerzy Buzek, président polonais du parlement européen, à Athènes le 2 juin dernier, Giorgios Toussas, député européen communiste, a interpellé le parlementaire polonais sur la question de l'interdiction des symboles communistes en Pologne, lors d'une réunion des commissions du parlement grec:

« Désormais de plus en plus de travailleurs réalisent la véritable nature de l'Union Européenne. Ils réalisent qu'elle ne sert qu'à sauver et à perpétuer le système capitaliste et les profits des groupes monopolistes.

Pour cette raison, l'UE, le Parlement Européen, les partis du capital poursuivent et mènent la campagne anti-communiste, la criminalisation de l'idéologie communiste et les persécutions contre les partis communistes.

Il a été prouvé à travers l'histoire que les activités anti-communistes de la bourgeoisie et des représentants politiques du capital en général, constituent un préalable, une condition nécessaire au passage à des mesures barbares anti-populaires, et à un coup fatal porté au mouvement ouvrier et populaire.

Après les pays Baltes et la Hongrie, un autre pays de l'Union Européenne, la Pologne, a interdit

par voie légale l'usage de symboles communistes qui entrera en vigueur le 8 juin. Cette nouvelle interdiction anti-communiste est totalement contraire aux célébrations et aux formules creuses sur la « démocratie » et la « liberté ».

L'interdiction des symboles communistes, la criminalisation de l'idéologie communiste et des activités des partis communistes révèlent que les gouvernements bourgeois et leurs appareils ont peur d'une nouvelle contre-attaque des mouvements ouvriers et populaires.

Le KKE condamne ces persécutions et exige l'arrêt de toutes les persécutions et interdictions anti-communistes en Pologne et dans tous les autres Etats-membres de l'Union européenne ».

Les Partis Communistes d'Europe et du monde entier solidaires avec leurs camarades polonais!

Le Parti Communiste de la Fédération de Russie (KPRF) affirme lui fortement que « l'anti-communisme ne passera pas » et dénonce une « chasse aux sorcières manifestant un anti-communisme grossier ».

Le KPRF exprime sa « forte protestation liée à la violation des droits civils et politiques, dont le respect est stipulé par les Conventions Internationales sur les Droits civils et politiques et la Convention européenne sur les droits de l'Homme » ainsi que « sa solidarité et son soutien avec les communistes et anti-fascistes Polonais et déclare sa volonté de lutter à leurs côtés contre l'anti-communisme sous toutes ses formes et manifestations. »

Une dizaine de partis communistes dont les partis communistes de Chypre (AKEL), du Danemark, d'Espagne, de Grande-Bretagne, de Hongrie, du Portugal,

du Mexique, du Canada, de l'Uruguay, de Bolivie, du Pakistan ont également exprimé leur solidarité avec les communistes polonais en appelant à une manifestation, aujourd'hui mardi 8 juin, devant les ambassades et consulats de Pologne de leurs pays respectifs.

Après l'interdiction des symboles communistes en Hongrie, l'interdiction des partis communistes dans les pays Baltes, les menaces pesant sur la République Tchèque et la Moldavie, nous, communistes français et de toute l'Europe,

pouvons reprendre le mot d'ordre des communistes russes:

« L'anti-communisme ne passera pas! »

TEXTE REPRIS sur EL DIABLO
source <http://solidarite-internationale-pcf.over-blog.net/>

Crise systémique globale: Les quatre points individuels de défaillance du système mondial au second semestre 2010

GEAB N°46, le 15 juin 2010.

L'actualité confirme chaque jour combien la crise systémique globale est désormais entrée dans sa phase de dislocation géopolitique mondiale, même si les médias ne commencent que timidement à interpréter les bouleversements historiques qui se déroulent sous nos yeux. Pour LEAP/E2020, la seconde moitié de 2010 va ainsi correspondre à une nouvelle inflexion en matière de dislocation géopolitique mondiale, caractérisée par une accélération des processus de décomposition stratégique, financière, économique et sociale autour de quatre points individuels de défaillance¹ du système international analysés dans ce GEAB N°46. Le contexte général reste celui décrit dans les GEAB précédents à savoir celui d'une reprise ... de la récession économique mondiale après un gel provisoire dû aux mesures de stimulation. Mais avant d'entrer dans le détail de ces anticipations sur le développement de la crise économique et financière au second semestre 2010, constatons que le début du mois de Juin

2010 offre deux exemples flagrants de l'effondrement accéléré du système global de ces dernières décennies: l'un en matière de gouvernance économique globale, l'autre en ce qui concerne la capacité des États-Unis à contrôler ses propres alliés.

Cette mise en perspective d'événements récents,

symptomatiques de l'accélération de la dislocation géopolitique mondiale, étant faite, les quatre points individuels de défaillance du second semestre 2010² selon LEAP/E2020, sont les suivants:

1. La dette publique occidentale
2. L'austérité européenne
3. L'inflation chinoise
4. La décroissance US

Chacun d'entre eux va être affecté par un choc majeur au cours du second semestre 2010 entraînant une crise sectorielle, régionale ou globale.

Dans ce communiqué public du GEAB N°46, notre équipe a choisi de présenter son anticipation sur le quatrième point individuel de défaillance du second semestre 2010, à savoir la décroissance US. Pour le reste, dans ce numéro du GEAB, les abonnés pourront découvrir un second extrait du manuel d'anticipation politique, consacré à la question des sources et des équipes de recherche, ainsi que des informations sur le nouveau cycle de formation à l'anticipation politique 2010-2011 réservé aux abonnés du GEAB. Enfin, nous développons nos recommandations en matière de bons municipaux US, de marchés financiers, de devises et d'immobilier notamment pour faire face aux chocs du second semestre 2010.

En terme de gouvernance économique globale, souvenons-nous qu'il y a seulement un an, le G20 prétendait établir une nouvelle

gouvernance mondiale et les États-Unis croyaient pouvoir organiser ce nouveau système autour de leurs priorités.³ Or, les 3 et 4 Juin derniers, non seulement les ministres des Finances des pays du G20, réunis à Busan en Corée du Sud, n'ont pas pu s'entendre pour mettre en place une taxe bancaire mondiale (idée soutenue par Washington, Londres et l'Euroland); mais ils ont refusé la proposition étasunienne (en solitaire cette fois) de soutenir de nouveaux plans de stimulation économique,⁴ bottant en touche pour «décider» de laisser chacun faire ce qu'il pouvait ou ce qu'il voulait en fonction de ses moyens. On est bien loin des déclarations officielles d'il y a un an sur un G20 nouvel organe central de la gouvernance mondiale; et on est au contraire en plein dans le «chacun pour soi» que notre équipe avait anticipé faute de remise en cause du Dollar US comme devise mondiale de référence. En fait plus personne ne veut jouer le jeu global en fonction des règles américaines.⁵ Et faute de nouveau «jeu commun», la solidarité internationale s'effrite à vue d'œil. Cette situation ne va faire que s'amplifier dans les mois à venir, entraînant plus qu'un découplage, une vraie désynchronisation politique, sociale et budgétaire des principales puissances économiques de la planète entraînant en particulier des conséquences tragiques pour les opérateurs et les marchés dépendant du «bon fonctionnement» du système international. S'il y a bien une

nouvelle phase de récession économique synchronisée (comme le montre le graphique ci-dessous), les contextes de chaque grande puissance sont désormais tellement différents qu'il ne peut plus y avoir de réponses communes; d'autant plus que les États-Unis ne sont plus capables d'imposer un leadership.

La décroissance US: De l'«austérité populaire cachée» à l'«austérité fédérale imposée»

Synchronisation des phases de croissance et de décroissance de la production industrielle mondiale (indices PMI) (en noir, Eurozone / en rouge, Chine / en bleu, USA / en vert, Australie) – Source: Sir Charlot, 05/2010

Synchronisation des phases de croissance et de décroissance de la production industrielle mondiale (indices PMI) (en noir, Eurozone / en rouge, Chine / en bleu, USA / en vert, Australie) – Source: Sir Charlot, 05/2010 Les élections intermédiaires («mid-term elections») de Novembre 2010 vont constituer le premier test électoral des États-Unis en crise. En effet, l'élection présidentielle de 2008 s'était déroulée dans un contexte marqué par l'effondrement de Wall Street (qui dynamisa le vote pour Barack Obama) mais sans que l'ensemble de la population américaine n'ait encore une vision précise de l'ampleur des dégâts économiques et sociaux qu'elle allait entraîner. Or, sur fond de fuite pétrolière sans fin dans le Golfe du Mexique et d'une grande désillusion sur l'aptitude de l'administration Obama à renverser les tendances négatives à l'œuvre dans le pays (déindustrialisation,⁶ chute de la classe moyenne dans la classe défavorisée, saisies immobilières, chômage, surendettement des ménages, des collectivités locales et des États, angoisse sur l'ampleur croissante des déficits fédéraux, guerres sans fin en Irak et en Afghanistan, etc...),⁷ la situation électorale est particulièrement

explosive, comme nous l'avons déjà analysé dans le GEAB N°45, avec la montée en puissance des nouveaux sécessionnistes et du mouvement «Tea-Party». Nous ne reviendrons pas ici sur ces analyses.

En revanche, il nous paraît nécessaire de souligner l'état de délabrement croissant de l'environnement socio-économique d'une grande majorité d'Américains, et ce pour deux raisons:

d'une part, parce que c'est un facteur qui nous paraît déterminant pour anticiper les votes d'un grand nombre d'États-Unis en Novembre 2010

d'autre part, parce que c'est une réalité couverte de manière anecdotique uniquement par la plupart des grands médias étasuniennes et presque totalement ignorée par les principaux médias étrangers, notamment occidentaux.⁸

Corrélation par États-Unis entre le taux de chômage élargi (U6) et le taux d'hypothèques impayées au 1er trimestre 2010 – Source: Bureau of Labor Statistics / CalculatedRiskBlog, 05/2010

Cette crise au niveau des collectivités locales et des états est éclipsée par les problèmes des déficits fédéraux. Pourtant, elle est l'autre face de la même pièce, et une face qui va montrer dans le courant du second semestre 2010 qu'elle possède un double caractère explosif: électoral, comme le montreront les élections; et financier, comme le prouveront les conséquences de la crise prochaine du marchés des «Munis», les titres des collectivités locales US (voir la partie «Recommandations» de ce numéro du GEAB).

Pour LEAP/E2020 la situation est pourtant claire: l'environnement direct d'une grande majorité d'Américains n'a cessé de se dégrader depuis 2008 quoi qu'en disent les statistiques et les experts fédéraux.⁹ Le chômage réel se situe au minimum entre 15% et 20%¹⁰ et

atteint 30% à 40% dans les villes et régions les plus touchées par la crise.¹¹ Jamais autant d'États-Unis n'ont été dépendants des bons d'alimentation du gouvernement fédéral qui contribue désormais à un niveau jamais atteint aux revenus des ménages US.¹² Parallèlement, les États sont obligés de multiplier les coupes budgétaires¹³ et la suppression de services sociaux en tout genre, aggravant du même coup le chômage.¹⁴ Et ces phénomènes se déroulent alors que l'impact du plan de stimulation économique de l'administration Obama est censé être à son maximum!¹⁵

Il n'y a donc pas de quoi être surpris en apprenant que la consommation des ménages ne décolle pas, voire régresse, comme le montrent les ventes de détail du mois de Mai; et que le marché immobilier continue sa descente aux enfers.¹⁶ Les indicateurs avancés les plus fiables montrent d'ailleurs que l'économie américaine va repartir en décroissance au second semestre.¹⁷ Loin des 3,5% de croissance annoncés par Ben Bernanke pour 2010, le pays sera bien chanceux selon notre équipe s'il enregistre un chiffre au dessus de zéro pour l'année en cours.

Car, contrairement au discours de Washington et Wall Street, l'austérité est en fait déjà là pour la grande majorité des États-Unis qui n'ont plus de travail, et/ou plus de maisons, et/ou des dettes supérieures à leurs actifs, et qui ne peuvent plus payer l'université, les sorties et/ou les vacances à leurs enfants, sans même parler de la consommation quotidienne. En plus, dans de nombreuses localités,¹⁸ ils n'ont plus de ramassage de poubelles fréquents (ou bien ils doivent payer plus de taxes), ils ont perdu une journée de distribution du courrier,¹⁹ ils sont moins protégés faute de policiers, ils doivent faire des queues interminables aux guichets des administrations suite au licenciement

des fonctionnaires, et leurs enfants ont moins d'enseignants dans des écoles qui offrent moins de services (cantine, ramassage scolaire, ...). En terme collectif, ce sont donc les collectivités locales et les États qui mettent de facto en place une politique d'austérité cachée à l'international depuis de nombreux mois déjà, et qui s'accélère.

Déficits budgétaires des États américains pour l'année fiscale 2010 (en pourcentage des dépenses générales)

Source: Freerisk, 04/2010

C'est ce que LEAP/E2020 appelle l'«austérité populaire rampante». Elle constitue la principale composante de l'économie et de la société US réelles depuis deux ans. C'est elle qui incarne la fin du «consommateur US» que nous avions anticipée dès la fin 2006 pour cause d'insolvabilité. Cette insolvabilité a cheminé progressivement vers le haut, vers les acteurs du marché immobilier, vers les banques, vers les constructeurs automobiles. Et maintenant, en fin de stimulus économique, elle affecte les États, à nouveau les banques et enfin l'État fédéral car, suite à la mise en scène médiatique réussie de la «crise grecque», la peur de la faillite souveraine a conduit l'Eurozone et le reste du G20 à privilégier le rétablissement des équilibres budgétaires structurels et donc à bannir la poursuite de l'endettement public occidental.²⁰ Or, sans endettement public croissant, l'économie étasunienne est condamnée à une crise majeure puisque depuis deux à trois décennies, elle ne produit plus qu'une seule chose, à savoir de la dette, et qu'elle n'exporte plus que cette dernière. Le Dollar US n'est plus qu'une créance sur une économie totalement endettée.

Ainsi, en décidant de ne pas suivre la demande du Secrétaire d'État au Trésor US, Timothy Geithner, d'entamer un nouveau

round de stimulation économique par l'endettement, le G20 a condamné Washington à devoir faire face à l'impensable pour les marchés mondiaux: annoncer une ère d'austérité budgétaire fédérale. Ironie de l'Histoire, cette démarche en négatif du G20 (en laissant faire chacun selon ses possibilités, les autres membres du G20 n'ont pas osé expliciter la nécessaire austérité US), rejoint directement les conséquences probables des élections de Novembre 2010 qui vont voir les électeurs américains porter des coups violents au système washingtonien et à ses deux grands partis (voir GEAB précédents), rendant non seulement possible mais nécessaire, pour les Démocrates et les Républicains, une telle «révolution mentale» ... s'ils veulent avoir une chance de l'emporter aux élections présidentielles de 2012. Pour notre équipe, les contraintes socio-politiques américaines internes convergent ainsi avec les pressions économique-financières externes au cours du second semestre 2010, rendant inévitables la mise en œuvre du premier grand plan d'austérité budgétaire US depuis plus de soixante ans et la plus forte hausse de la pression fiscale depuis cinquante ans.

Niveau de pression fiscale sur les Américains les plus riches (1920 – 2010) – Sources: CBO / EconIm, 05.2010

Les conséquences d'une telle (r)évolution sur l'économie US, les échanges commerciaux, les marchés financiers mondiaux, la valeur des actifs libellés en Dollars (au premier rang desquels les Bons du Trésor US) et le Dollar lui-même sont immenses. Nous y revenons dans la partie de ce GEAB N°46 consacrée aux recommandations. Il faut néanmoins garder à l'esprit que depuis 1945 (et peut-être même les années 1930), l'économie et la finance mondiales se sont fondées sur le mythe d'un moteur de

croissance américain irrésistible qui, tout en pouvant connaître de courtes baisses de régime, restait néanmoins d'une fiabilité à toute épreuve. Si la faiblesse du filet social a toujours imposé aux États-Unis une forte croissance pour éviter que des millions d'Américains ne s'écrasent dans la pauvreté, nul doute que c'est encore plus vrai pour le système financier et monétaire mondial qui ne bénéficie lui d'aucun filet de secours. Si l'austérité grecque ou espagnole provoque de telles turbulences, imaginez ce qu'il va advenir avec l'austérité US qui devra imposer des coupes budgétaires d'au moins 1.000 Milliards sur 3 à 5 ans.²¹ Ce type de nouvelles provoquera une remise en cause radicale du principal mythe sur lequel se fondent les marchés internationaux et le système économique et financier des dernières décennies, lui assurant une place éminente parmi les quatre points individuels de défaillance du système global au cours du prochain semestre.

Mardi 15 Juin 2010

Notes

[1] Un point individuel de défaillance (Single Point of Failure ou SPOF en anglais) est un point d'un système informatique dont le reste du système est dépendant et dont une panne entraîne l'arrêt complet du système. Le point individuel de défaillance a comme principale caractéristique de ne pas être protégé (redondant). Il est donc un risque pour la disponibilité du système. Dans la définition "Single Point of Failure", le mot anglais "Single" est le plus important et souligne le caractère unique et donc fragile du "composant". La notion de point individuel de défaillance est fortement liée à celle de service, dans la mesure où un problème sur le point concerné entraîne une interruption de service. Selon LEAP/E2020, l'approfondissement de la crise et le passage de ce nouveau point d'inflexion de la crise systémique globale au second semestre 2010 vont mettre en évidence des problèmes très graves au niveau de quatre points

individuels de défaillance au sein du système international actuel. Les conséquences, à l'image d'un système informatique, seront de l'ordre du déni de service, c'est-à-dire, de crises majeures dans les domaines, régions et secteurs concernés.

[2] Nos lecteurs remarqueront que, à la différence des principaux médias anglo-saxons et de ceux qui les copient/collent dans les autres pays, nous n'avons pas résumé les risques mondiaux à venir à deux causes: la Grèce et l'Euro. Nous estimons même qu'ils ne font pas partie des points individuels de défaillance du système international: la Grèce car elle est marginale et n'occupe aucune fonction-clé du système, l'Euro car il n'a jamais été en risque d'effondrement et car, en deux mois, l'Euroland a mis en place les mesures qu'elle se refusait à prendre depuis une décennie, dont l'austérité fait d'ailleurs partie. Et c'est cette austérité qui selon notre équipe fait partie des quatre points individuels de défaillance du système mondial.

[3] LEAP/E2020 avait alors investi beaucoup d'efforts et de moyens (y compris une lettre ouverte en pleine page dans le Financial Times) pour souligner que le G20 ne pourrait constituer une solution alternative à l'effondrement de la gouvernance mondiale issue de l'après Seconde Guerre Mondiale que si le projet d'une nouvelle devise de réserve mondiale était mis sur le tapis, afin de s'assurer que tous les acteurs du G20 aient un intérêt à coopérer sur le moyen et long terme (voir les GEAB du premier semestre 2009). Or, Washington n'a rien voulu savoir et les Européens ont été incapables d'assumer leurs responsabilités pour proposer une telle nouvelle devise et associer ainsi leur poids à celui des Chinois, des Russes, des Indiens et des Brésiliens. Résultat un an plus tard: le chacun pour soi règne en maître et Washington n'est même plus capable de faire adopter ses propositions au G20 qui se transforme de facto en assemblée cachant de plus en plus mal un état croissant de désunion mondiale.

[4] Source: GlobalEconomicAnalysis, 05/06/2010

[5] Source: Alphaville, 05/06/2010

[6] En Avril dernier, les licenciements ont d'abord été le fait du secteur manufacturier, réfutant tout le discours sur une reprise tirée par les exports et l'industrie. Source: Reuters, 21/05/2010

[7] Le New York Times du 04/06/2010 parle même d'un sentiment de chaos dans le pays.

[8] Il est en effet toujours étonnant de voir des médias faire des unes à répétition sur une manifestation de 7.000 personnes à Athènes pour rendre compte d'une mobilisation de la population contre les mesures d'austérité (voici un exemple parmi tant d'autres de ce type d'articles sur CNBC du 05/03/2010); tandis qu'aucun d'entre eux ne mentionne le fait que le gouverneur de l'État de New York annonce un chaos généralisé dans l'État du fait de coupes sombres dans les personnels de police, de justice, de santé, ... sur fond de protestations régulières de milliers de fonctionnaires de l'État. Source: NY Daily News, 10/06/2010; New York Times, 09/06/2010

[9] Les nouveaux menus à 2\$ de Taco Bell indiquent clairement la tendance à l'appauvrissement généralisé. Source: USA Today, 14/05/2010

[10] En matière de chômage, il est utile de consulter cette liste des quinze entreprises US qui ont le plus licencié d'employés ces derniers mois pour comprendre la logique suicidaire de leur rentabilité. Sources: CNN Money/Fortune, 13/05/2010; Gallup, 19/03/2010

[11] Sources: Market Watch, 08/06/2010; CNN Money, 05/06/2010

[12] Source: USA Today, 26/05/2010

[13] Une demi-douzaine d'entre eux n'ont même plus les moyens de payer les crédits fiscaux dus aux ménages et entreprises. Et trente-deux États vont devoir emprunter près de 40 Milliards USD en 2010/2011 pour pouvoir payer les indemnités de chômage. Sources: New York Times, 02/06/2010; GlobalEconomicAnalysis, 21/05/2010

[14] Le rapport de Mai 2010 publié à ce sujet par la National League of Cities montre l'ampleur du phénomène.

[15] Ces derniers mois, plus d'un million d'Américains ont arrêté de chercher du travail étant donnée l'absence d'opportunités. C'est ce qui permet au gouvernement fédéral de les sortir des statistiques et de proclamer que le taux de chômage baisse ... alors que de moins en moins d'Américains ont du travail. Source: CNBC, 07/06/2010

[16] La consultation des dix graphiques sur ce sujet proposés par Dr Housing Bubble du 10/06/2010 est très parlante.

[17] Pour ceux qui croient encore que la croissance américaine est au rendez-vous des prochains trimestres, il est très édifiant de lire les 25 questions à se poser à ce sujet listées par Prison Planet du 25/05/2010; ou encore de consulter les 20 indicateurs proposés par Economic Collapse du 02/06/2010.

[18] Sources: CNN Money, 01/06/2010; Seeking Alpha, 11/06/2010; USA Today, 12/06/2010

[19] Le US Postal Service ne livre plus le courrier que cinq jours par semaine au lieu de six auparavant. Source: Washington Post, 24/03/2010

[20] Tout cela se déroule sur fond de hausse des taux d'intérêts de plusieurs banques centrales comme celles du Canada, de l'Inde, d'Australie, du Brésil, ... rendant donc de plus en plus improbable une capacité de vente des Bons du Trésor US à perte comme actuellement, sauf à multiplier les «coups» comme la Grèce chaque trimestre. Mais, en Europe comme en Asie, les pays candidats à ce type de «coups» s'appellent le Japon, la France, l'Italie, le Royaume-Uni soit des cibles trop proches ou trop dangereuses par leur capacité de nuisance.

[21] C'est une estimation basse de la part de notre équipe, dans une logique de similitude avec les autres pays occidentaux, sachant que le budget de la Défense et les programmes sociaux seront les plus touchés.

Texte présenté par le Dr Adélar Paquin au meeting du Conseil international pour l'amitié et la solidarité avec le peuple soviétique, tenu à Toronto les 15-16 mai 2010.

Chers camarades,

Je suis ici parce que je considère ces réunions d'une importance sans précédent pour la réalisation de nos objectifs. Il n'y a pas de meilleure façon pour partager nos expériences, nos idées et pour discuter.

Lors de ces rencontres, j'ai toujours essayé de satisfaire les exigences de notre camarade Michael Lucas, Président du Conseil international, qui nous demande de bien nous préparer lors de ces réunions pour discuter de l'avenir de notre organisation et de NSC et pour offrir des suggestions et des critiques constructives.

C'est ce que j'ai fait à toutes ces réunions depuis le deuxième Congrès. J'ai fait de nombreuses suggestions et critiques constructives pour corriger l'orientation que nous avons donnée à notre organisation lors du premier congrès. À ce premier congrès, malheureusement, nous avons accepté l'amendement de couper de l'excellent rapport de Michael l'expression «avant 1953». Dans l'intérêt de l'unité du Congrès, nous avons choisi l'unité révisionniste, au lieu de l'unité marxiste-léniniste. Je tiens à souligner ces paroles de Lénine : «ce que les travailleurs ont besoin, c'est l'unité des marxistes et non pas l'unité avec les ennemis des marxistes, avec les révisionnistes. ». Nous avons aussi accepté l'anti-stalinisme et la critique que « la planification centrale de Staline a été préjudiciable au socialisme », telle que propagée par Alexie Prigarine, chef du Parti communiste russe-PCUS.

Je pense que nous pouvons facilement comprendre que ce problème de notre orientation et de l'unité doit être résolu et le rendre en harmonie avec la volonté de la

majorité des membres et avec toute l'orientation donnée à nos publications des éditions française et anglaise de NSC.

Nous devons démasquer l'unité révisionniste et renforcer l'unité marxiste-léniniste.

Aujourd'hui, peut-on considérer véritablement que cette unité avec nos ennemis ont servi les buts de notre organisation qui sont la renaissance du socialisme et de l'URSS, mais certainement pas celle du temps de Krouchtchev et de Brejnev, mais celle du temps de Lénine et de Staline.

Pour plusieurs années déjà, j'ai essayé d'introduire un débat pour corriger la situation. Malheureusement, toutes ces initiatives n'ont obtenu aucun résultat, aucun suivi, aucune discussion.. On dirait qu'il n'y a aucun intérêt à trouver une solution aux problèmes que j'ai soulevés. C'est objectivement une victoire des révisionnistes. Pourquoi cette obstination sur cette mauvaise manière de notre développement? Pourquoi ce décalage entre la forme et le contenu?

Alors qu'attendons-nous pour redéfinir l'orientation et l'unité que nous voulons.

Je suis convaincu qu'il n'y a pas de problème fondamental. En effet, il est facile de constater par le contenu du NSC, au moins dans les éditions anglaise et française que je connais, que ce que nous voulons, c'est la renaissance de l'URSS et du socialisme du temps de Lénine et de Staline.

La majorité voit dans l'attitude envers Staline comme une pierre de touche, qui permet de distinguer ceux qui se prétendent marxistes-léninistes de ceux qui sont vraiment marxistes-léninistes.

Au niveau international, le débat s'aiguise sur la façon de créer une nouvelle Internationale, un véritable parti communiste et d'obtenir l'unité des partis communistes. Les initiatives sont nombreuses.

Cette répartition actuelle des organisations et des camarades isolés renvoyant le marxisme-léninisme est une réalité, mais elle n'est pas une fatalité devant laquelle nous sommes impuissants. Pour engager cette lutte, plusieurs critères sont indispensables:

– La nécessité du débat sans aller à la confrontation. Cela implique un travail considérable qui n'est pas, aujourd'hui, à la mesure d'un parti unique, d'une organisation, et d'un seul individu. Seul un travail d'équipe peut nous permettre de résoudre les problèmes qui se posent aujourd'hui.

– Une unité de pensée est nécessaire pour une action unie.

«Nous ne pouvons pas aller bien loin pour le processus d'unification, si nous ignorons ceux avec qui nous voulons nous unir » [VG].

J'ai proposé de changer le nom de l'organisation, avec un nom qui reflète mieux les objectifs de notre organisation.

Je propose donc de discuter de ces points très importants.

Nous devons élever notre niveau d'analyse. La crise économique mondiale actuelle confirme à nouveau la justesse des thèses de Marx, Engels, Lénine et Staline. Les impérialistes sont incapables d'arrêter le processus qui mènera à leur perte. Si notre objectif est de nous donner les moyens de transformer la réalité, nous devons d'abord la comprendre.

Il devient de plus en plus évident que le développement de la crise actuelle fait que la bourgeoisie redoute de plus en plus la renaissance

du léninisme-stalinisme, il n'y a eu jamais autant de films et de livres anti-Staline, ce qui établit le témoignage le plus concret du fait que le stalinisme est certainement, aujourd'hui le drapeau unique de la classe ouvrière.

Staline a écrit ["c'est de l'intérieur que les forteresses tombent le plus facilement. Le parti est invincible, si il n'a pas peur de la critique et de l'autocritique, si il ne voile pas la les erreurs et les insuffisances de son travail, s'il sait comment corriger ses erreurs dans le temps.] C'est en ce sens que je considère, qu'en ce moment il est plus que jamais nécessaire de redéfinir nos objectifs et de donner à notre organisation une juste orientation

Je reste persuadé que nous pouvons changer la situation et améliorer notre compréhension de la nécessité.

En ce qui concerne NSC.

Il y a une question essentielle, je crois, que nous devons relever: les éditions de NSC ont-elles répondu aux besoins et aux buts de notre organisation?

En ce qui concerne l'édition française, je voulais en tant que rédacteur et éditeur, déjà près de dix ans, en faire autant que possible un journal de lutte pour la réalisation de nos tâches.

Pour ce faire, j'ai essayé de présenter les textes que je considère

comme les plus importants par leur pouvoir de désintoxication et qui sont d'un intérêt brûlant pour contribuer à la compréhension et à la résolution de certains problèmes dans le mouvement révolutionnaire à un moment où de nombreux marxistes sont plongés dans la confusion idéologique, pour aider à clarifier les points essentiels, pour aider à faire face sur des bases saines aux propagandes révisionnistes , à tous ceux qui entravent l'unification, et à ceux qui se réfèrent hypocritement au marxisme-léninisme.

Seule une conviction solide est capable de supporter le débat. La vérité ressort de la confrontation des idées et de l'échange de points de vue.

Tel que je l'ai écrit dans l'éditorial de Juillet-Août 2009, "Dans tout ce contexte de la crise et de son développement, **il n'y a pas eu encore parmi nos camarades marxistes de débats sérieux. Il y eu bien quelques bons articles. Quelques marxistes ont bien reconnu, que cette crise était bien une crise de surproduction, mais sans aller à reconnaître que nous vivons une nouvelle étape du développement de l'impérialisme : celle de la naissance d'un nouvel ordre impérialiste mondial et d'une nouvelle division internationale du travail.**

« Il est triste de constater que si peu de compagnons sont capables d'étudier en profondeur les événements qui sont d'une

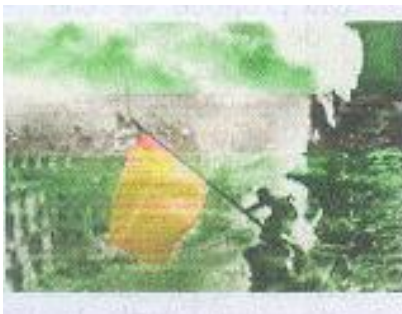
importance majeure pour le développement de la lutte des classes. La crise devra certainement s'étendre pour éveiller de nouveaux éléments: toujours cette histoire du retard de la conscience. À l'heure actuelle seulement quelques camarades peuvent gérer ce qui se passe. En effet, si l'on peut expliquer ce qui se passe et les conséquences pour l'avenir proche, il sera plus facile pour nous de démontrer que c'était les communistes «staliniens» qui avaient raison ». (Vincent Gouysson)

Un autre problème que je crois important, c'est d'éveiller l'attention et l'intérêt pour l'étude des œuvres classiques du marxisme. en montrant que la seule façon de comprendre les problèmes est d'utiliser le marxisme de façon concrète.

C'est ce que j'essaie de faire avec l'édition française. C'est certain qu'une mauvaise compréhension de la crise actuelle apporte de l'eau au moulin du révisionnisme.

Dans notre édition française, j'ai essayé de combler cet espace.

Je considère qu'il est essentiel de comprendre que nous ne pourrons jamais atteindre nos objectifs si nous ne parvenons pas à redéfinir exactement qui nous sommes, quels sont nos buts et de définir exactement quels sont nos problèmes.



Pays socialistes

Le capitalisme, un coup fatal porté aux pays de l'Est

Mark VANDEPITTE

25 avril 2010 – BIP n° 136

La restauration du capitalisme pour les pays de l'Europe de l'Est, a été une régression dramatique aussi bien dans le domaine économique que social. Dans un rapport des Nations-Unies il est noté que «la transition de l'économie planifiée à l'économie de marché a été accompagnée de sérieuses modifications dans la dispense de soins de santé et le bien-être de la population. Les données recueillies montrent que les changements se sont répercutés très rapidement – une rapidité jamais connue dans l'histoire. Ce processus dramatique a aussi entraîné des sérieuses pertes humaines.¹

Dans la période entre 1990 et 2002 le Produit national brut par personne dans les pays de l'Europe de l'Est s'est réduit de 10%, alors que pour des pays d'un développement similaire il a progressé de 27%.² Cela signifie que les pertes étaient de l'ordre de 40%. (Les chiffres cités sont pour tous les pays de l'Europe de l'Est excepté la Pologne et la Slovaquie). Le PIB par personne des pays anciennement communistes en Europe du Centre et de l'Est est de 25% inférieur à celui des pays d'Amérique latine.³ La situation dans les ex-pays d'Union soviétique a été encore plus dramatique. Dans les années 90 celui-ci a baissé de 33%⁴ en moyenne. En Ukraine entre 1996 et 1999 il a chuté de 48%⁵ et en Russie de 47%.⁶

Les actifs des usines et des installations ont été vendus pour quasiment rien. Une partie importante des structures économiques et industrielles ont été liquidées. En quelques années la Russie a été transformé d'un puissant état industriel en un pitoyable pays du tiers-mondiste. Le PIB par habitant de la Russie (population 144 millions) est inférieur à celui de la Hollande (population 16 millions).

L'Union soviétique est effectivement revenue 100 ans en arrière.

Au moment de la Révolution socialiste de 1917 le PIB par habitant de l'empire Russe était à 10% de celui des é-U. Malgré le fait que l'Union soviétique avait été partiellement détruit et subi d'énormes pertes humaines pendant la Seconde Guerre, en 1989 son PIB avait atteint 43% de celui des États-Unis.⁷ Aujourd'hui il est à moins de 7%.

La situation dans le domaine social

Au début des années 90, la population de l'ex-Union soviétique, 150 millions de personnes – l'équivalent des populations de France, du Royaume-Uni, de l'Hollande et des pays scandinaves réunies – se sont trouvés au bord la pauvreté, leur revenu était réduit à moins de \$4 par jour.⁸ Le nombre de ceux qui ont essayé de survivre avec moins de \$1 par jour s'est multiplié par 20. En Bulgarie, Roumanie, Russie, Kazakhstan, Ukraine, Kirghizstan, Turkménistan, Ouzbékistan et la Moldavie le nombre de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté est entre 50 et 90% de leurs populations.⁹

Les enfants

Selon le rapport de l'UNICEF, un enfant sur trois dans les pays ex-socialistes, vit dans la pauvreté.¹⁰ Un demi-million d'enfants abandonnés par leurs parents vit dans des foyers. En Russie – malgré la chute tragique du taux de naissances – le nombre de ces enfants a doublé. Dans la capitale roumaine, Bucarest des centaines d'enfants vivent dans les rues, plus de 100.000 enfants sont rejetés par leurs parents. Plus de 100.000 enfants des pays ex-socialistes sont contraints à se prostituer. Les anciennes structures de protection infantile de ces pays ont été totalement détruites.

Les femmes

La transition au capitalisme a été une catastrophe pour beaucoup de femmes: «Le nombre de femmes victimes de violences augmente constamment. Beaucoup de femmes

découragées de trouver un travail adéquat et une vie normale – se sont vues obligées de se prostituer sous le contrôle des milieux criminels.¹¹ Chaque année presque un demi-million de femmes des pays de l'Europe de l'Est sont exportées au sens littéral du terme, en Europe de Ouest.¹²

Avant la transition au capitalisme il y avait dans ces pays des garanties sociales. Dans un rapport des Nations-Unies il est souligné: «Jusqu'aux années 90' la protection sociale des peuples de l'Europe centrale et orientale était d'un très bon niveau. Il y avait des garanties sociales solides. Même si les revenus n'étaient pas élevés, ils étaient stables et assurés. Beaucoup de services et de produits essentiels étaient subventionnés et leur disponibilité était régulière. Il y avait suffisamment de nourriture, vêtements, logements. L'éducation et la santé étaient gratuites. Les retraites garanties et la population de ces pays pouvait utiliser différentes formes de protection sociale.»¹⁴ Plus loin: «à l'heure qu'il est une éducation valable, les soins de santé, une vie saine et une quantité suffisante de nourriture de qualité, ne sont désormais plus assurés. Le taux de mortalité a bondi, alors que les nouvelles et potentiellement dangereuses épidémies menacent la vie et la transforment en un parcours dangereux et d'une frayeur grandissante.¹⁵

Les conséquences

Il y a actuellement une réduction dramatique de la population dans ces pays. Depuis 1901, la population de l'Ukraine a diminué de 1,2 millions; en Russie de 5,7 millions, sans tenir compte de l'émigration de 3,7 millions. Cela signifie que la Russie perd chaque jour 3.500 personnes. Selon les prévisions de Nations-Unies si cette tendance persiste la population des pays ex-socialistes se réduirait de 20%, de 307 à 250 millions.¹⁶

Que pensent les gens?

Les sentiments de la population des pays ex-socialistes varient entre la déception amère et la soumission, à la colère.

Quelques exemples:

La Pologne a surmonté la période de transition plus facilement que les autres pays ex-socialistes – le socialisme n'a pas été une affaire simple dans ce pays catholique. Néanmoins, 44% des Polonais ont une opinion positive de l'expérience socialiste. Parmi eux 47% déclarent que le socialisme était une bonne doctrine mais mal implémentée. Du Parti communiste au pouvoir de 1945 à 1989, 37% disent du bien, alors que 31% réagissent négativement et 41% insistent que le capitalisme est un meilleur système.¹⁷ En Allemagne de l'Est 76% de la population pense que le socialisme était «une bonne idée mais mal appliquée». Un Allemand sur trois est satisfait avec le fonctionnement de la démocratie.¹⁸

Selon un sondage en Roumanie en 1999, 64% de la population préfère la vie sous Ceausescu plutôt que la présente.¹⁹

En Russie Lénine est aussi populaire que jamais, 67% de la population de ce pays en dit du bien alors que 15% estime que son rôle était négatif pour la Russie.

Les blessures du passé sont toujours ouvertes et on sent une sérieuse confusion idéologique, mais la possibilité d'un éventuel retour dans le proche avenir au socialisme ne peut être exclu – et cette fois-ci ce sera «implémenté correctement».²⁰

Aux pays ex-socialistes surgissent des problèmes typiques de pays du tiers-monde:

Depuis la restauration du capitalisme les pays de l'Europe de l'Est se transforment rapidement et viennent à ressembler à ceux du tiers-monde.

Un citoyen sur dix dans les pays ex-socialistes souffre de déficience alimentaire et en Russie un sur sept est sous-alimenté.

Pour la première fois en 50 ans le problème de l'illettrisme est apparu de nouveau.

Aujourd'hui la tuberculose dans les pays ex-socialistes se propage aussi rapidement que dans les pays du tiers-monde.

En Russie en 1998 les cas de syphilis sont 40 fois plus nombreux qu'en 1990.

Entre 1992 et 1994, en juste deux ans, l'espérance de vie des hommes en Russie s'est réduite de 63,8 à 57,7 ans! En Ukraine dans la même période l'espérance de vie des hommes a baissé de 65,7 à 62,3.

Depuis 1992 le nombre d'alcooliques en Russie a doublé.

En Russie 60% des femmes enceintes se sont fait avorter, avec pour conséquence que 6 millions de femmes sont devenues stériles.

En Pologne le nombre de suicides a augmenté de 25% et dans quelques pays ex-socialiste ce taux est presque le double.

En comparaison avec 1989, le nombre de crimes a été multiplié, en Bulgarie par quatre, alors qu'en Hongrie et en République tchèque par trois. Le taux de mortalité en Pologne a augmenté de 60% – alors que dans certains pays ex-socialistes ce taux a atteint 250%.

Selon les estimations des Nations-Unies pour les premiers cinq années de la période de transition au capitalisme le taux de mortalité dans les pays ex-socialistes – par des maladies facilement traités, ainsi que la violence et les guerres – a augmenté de manière dramatique. Au cours de cette période tragique 5 millions de personnes sont mortes indument de maladies ou ont subi une mort violente.

Notes

1. UNDP, *Report for Development of Humanity*, 1999. pp 39 and 79

2. UNDP, *Report for Development of Humanity*, 2004, p. 187.

3. *ibid.*

4. Commission économique des Nations-Unies pour l'Europe voir www.unece.org/stats/trends/ch5/5.2.xls

5. *Financial Times*, 12 octobre 2004.

6. *Le Monde Diplomatique*, juillet 1998.

7. Harpal Brar, *Imperialismo. Decadente, Parasito, Moribundo Capitalismo*, Londres, 1997, p. 210

8. James Gustave Speth, *The Plight of the Poor*, Foreign Affairs, May-June 1999; UNDP, *Report for Development of Humanity*, 1997, p. 35.

9. *ibid.*, 2000, p. 172; UNICEF *Poverty, Children and Policy*, Report nr. 3, New York 1995; UNDP, *Report for Development of Humanity*, 2004, ???, 150-151; Michael Chossudovsky, *Global Poverty in the late 20th Century*, p. 296.

10. UNICEF, *Eastern Europe & Central Asia: Millions of Children bypassed by Economic Progress*, Moscou, 2004.

11. UNDP, *Report for Development of Humanity: Central and Eastern Europe, Association of Independent Countries (now non-existent organization of the ex-Soviet countries)*, 1999, p. 7-8.

12. UNDP, *Report for Development of Humanity*, 1999, p. 89.

13. CEI, *confederacion de Estados independientes, una organizacion desaparecida de antiguas republicas sovieticas* (CEI

Organisation des pays ex-soviétiques maintenant non existantes).

14. UNDP, *Report for Development of Humanity: Central and Eastern Europe, Association of Independent Countries*, 1999.

15. *ibid.*, p. 10.

16. *The New York Times*, 4 mai 2000; *Le Monde Diplomatique*, mars 1999; *Le Monde Diplomatique*, juillet 1998.

17. *Le Monde Diplomatique*, janvier 2001; *La Libre Belgique*, 2 août 2002.

18. *The Guardian*, 9 septembre 2004.

19. NRC Handelsblad, 14 décembre 1999.

20. NRC Handelsblad, 18 avril 2001.

Mark Vandepitte
25.04.2010

[Traduction en anglais B.I.D. et de l'anglais Alexandre MOUMBARIS]

Asian Times

énergie

La géopolitique des pipelines à un tournant capital Le Turkménistan réserve ses fournitures de gaz à la Chine, la Russie et l'Iran

M. K. Bhadrakumar

8 janvier 2010 – BIP n° 135

En janvier dernier, l'inauguration du gazoduc Dauletabad-Sarakhs-Khangiran reliant le nord de l'Iran dans le bassin de la mer Caspienne aux gisements gaziers turkmènes est sans doute passée inaperçue dans la cacophonie médiatique occidentale, pour qui le régime islamique de Téhéran vit son Apocalypse Now.

L'événement est lourd de messages concernant la sécurité de la région. En l'espace de trois semaines, le Turkménistan a décidé d'attribuer la totalité de ses exportations de gaz à la Chine, la Russie et à l'Iran: il est d'autant moins intéressé par les projets de tracés proposés par les États-Unis et l'Union Européenne. Entendons-nous au loin les notes d'une symphonie jouée de concert par la Russie, la Chine et l'Iran?

<>Ce gazoduc, long de 182 km, a beau démarrer modestement avec une capacité de 8 milliards de mètres cubes (8 G.m3) de gaz, sa capacité annuelle n'en est pas moins de 20 G.m3. Ce volume satisferait, en Iran, les besoins des habitants de la plaine côtière de la mer Caspienne et permettrait à Téhéran de réserver à l'exportation la production des puits gaziers exploités dans le sud de son territoire. Le contrat satisfait pleinement les deux parties: Achgabat s'assure un marché à ses portes; le nord de l'Iran n'a plus à réduire sa consommation par crainte des pénuries en hiver et Téhéran peut donc affecter ses surplus à l'exportation. De plus, via l'Iran, le Turkménistan peut développer d'autres voies de transport vers le reste du monde. Aussi l'Iran peut-il espérer jouir pleinement des avantages de sa position géographique parfaite pour servir de terminal aux exportations gazières turkmènes.

Nous assistons à une redistribution des cartes de la coopération

énergétique au niveau régional qui n'a que faire des «supermajors» du pétrole.¹ Comme d'accoutumée, la Russie mène le jeu; la Chine et l'Iran suivent l'exemple. La Russie, l'Iran et le Turkménistan occupent respectivement le premier, le second et le quatrième rang mondial pour ce qui est des réserves de gaz. Par ailleurs la Chine va s'imposer, au cours de ce siècle, le grand pays importateur par excellence. Tout cela a des conséquences capitales sur la stratégie globale des États-Unis.

Le gazoduc construit par l'Iran et le Turkménistan fait fi de la politique américaine envers l'Iran. Les États-Unis menacent l'Iran de nouvelles sanctions et prétendent que «Téhéran se trouve de plus en plus isolé.» Mais l'on voit malgré tout Mahmoud Ahmadinejad parcourir l'Asie Centrale à bord de son jet présidentiel, être accueilli sur un tapis rouge à Achgabat par son homologue Gurbanguly Berdymukhammedov, et devant nos yeux émerge un nouvel axe économique. La diplomatie coercitive des États-Unis n'a pas porté ses fruits. Le Turkménistan, dont le produit national brut atteint 18,3 milliards de dollars, a bravé l'unique superpuissance (au PNB de 14,2 billions de dollars – 14,2*1012 ou 14.200 milliards). Pire encore, il a traité le dossier comme une affaire courante.

Ce drame comporte aussi ses ramifications. Pour commencer, Téhéran affirme avoir scellé un accord avec Ankara pour exporter le gaz turkmène vers la Turquie en passant par le gazoduc existant, long de 2 577 km, reliant Tabriz, dans le nord de l'Iran, et Ankara. On le voit, la Turquie mène sa politique étrangère de manière indépendante, aspirant elle aussi à devenir une plaque-tournante dans la distribution de gaz vers les marchés européens. L'Europe pourrait

ainsi perdre la bataille qu'elle mène pour s'octroyer un accès direct aux réserves du bassin de la mer Caspienne.

Deuxièmement, la Russie ne semble pas s'inquiéter à l'idée que la Chine trouve des sources d'approvisionnement énergétique Asie Centrale. La demande européenne de gaz russe a chuté et les pays producteurs d'Asie Centrale s'installent sur le marché chinois. La Russie ne devrait connaître aucun problème d'approvisionnement particulier en conséquence des importations chinoises (que ce soit pour sa consommation intérieure ou pour ses exportations). Elle est suffisamment bien implantée sur le marché de l'énergie en Asie Centrale, et autour de la mer Caspienne, pour éviter toute pénurie d'énergie.

Ce qui importe plus que tout, pour la Russie, c'est de ne pas voir s'éroder son statut de premier fournisseur d'énergie vers l'Europe. Tant que les pays producteurs d'Asie Centrale ne manifestent aucune demande pressante pour la construction de nouveaux pipelines transcaspiciens sous tutelle américaine, la Russie n'a rien à redire.

Au cours de sa récente visite à Achgabat, le Président russe Dmitri Medvedev a normalisé les relations entre la Russie et le Turkménistan au sujet des questions énergétiques. Ce resserrement des liens avec le Turkménistan constitue une avancée majeure pour les deux pays. Premièrement, le réchauffement significatif de leurs relations permet au Turkménistan de maintenir l'exportation vers la Russie d'un volume annuel de 30 G.m3 de gaz. Deuxièmement, pour citer Medvedev: «Pour la première fois dans l'histoire des relations qui unissent la Russie et le Turkménistan, la base de calcul de prix pour l'approvisionnement en gaz sera élaborée de manière absolument

comparable à celle des marchés européens.» Certains commentateurs russes affirment que Gazprom ne tirera aucun profit à acheter le gaz turkmène et qu'en outre, si Moscou a accepté de payer le prix fort, c'est d'abord parce que le Kremlin est résolu à ne pas laisser un seul mètre cube de gaz à la disposition d'autres projets de gazoducs, et surtout pas le Nabucco, un projet soutenu par les États-Unis.

Troisièmement, et contrairement à ce que distille la propagande occidentale, Achgabat ne voit pas dans le gazoduc chinois une solution de remplacement à Gazprom. La politique des prix pratiquée par la Russie constitue une garantie que Gazprom demeure un client irremplaçable pour le Turkménistan. Les négociations sur le prix de vente du gaz attribué à la Chine se poursuivent, mais le tarif final ne pourra jamais concurrencer l'offre russe.

Quatrièmement, la Russie et le Turkménistan ont réitéré leur engagement pour développer le gazoduc transcasprien le long de la côte est de la mer Caspienne jusqu'à la Russie, dont la capacité atteindra 30 G.m3. à l'évidence, grâce aux réserves turkmènes (et kazakhs), la Russie espère centraliser de plus grandes quantités de gaz naturel en provenance d'Asie Centrale.

Cinquièmement, Moscou et Achgabat se sont également entendus pour construire conjointement un gazoduc est-ouest reliant tous les puits de gaz turkmènes à un même réseau afin de permettre l'acheminement de gaz vers la Russie, la Chine et l'Iran depuis n'importe quel gisement.

On le voit bien, dans le contexte d'intensification des avancées américaines en Asie Centrale, la visite de Medvedev à Achgabat n'est pas sans conséquences sur la sécurité de la région. Lors d'une conférence de presse commune avec Medvedev, Berdymukhammedov déclarait que Moscou et Achgabat partageaient une vision générale sur la situation de la zone, en particulier à propos de l'Asie Centrale et du bassin de la mer Caspienne. Il a également souligné le

fait que les deux pays ne considèrent pas la sécurité de l'un sans envisager celle de l'autre. Medvedev confirmait quant à lui la similitude de leurs analyses, partagées unanimement, sur les sujets sécuritaires et leur volonté de travailler ensemble.

En cherchant à contourner la Russie, à laisser la Chine sur le bas-côté et à isoler l'Iran, la stratégie diplomatique de développement des pipelines mise en œuvre par les États-Unis dans la région de la mer Caspienne n'a pas fonctionné. La Russie prévoit à présent de doubler son importation de gaz en provenance d'Azerbaïdjan, entravant ainsi davantage les efforts occidentaux pour faire de Bakou un fournisseur du Nabucco. Aux côtés de la Russie, l'Iran émerge en tant qu'importateur de gaz azerbaïdjanais. En décembre, l'Azerbaïdjan signait un accord pour livrer du gaz à l'Iran via le gazoduc Kazi-Magomed-Astara qui s'étend sur 1.400 km.

Le moteur de ces développements est l'irrépressible élan pris par le South Stream et le North Stream russes, qui alimenteront en gaz l'Europe du Nord et du Sud. Les obstacles érigés contre le North Stream ont été levés après le feu vert, sur le plan environnemental, du Danemark (en octobre), de la Finlande, de la Suède (en novembre) et de l'Allemagne (en décembre). Les travaux de construction du gazoduc démarreront au printemps.

Gazprom, les industriels allemands E.ON Ruhrgas et BASF-Wintershall, et Gasunie, une entreprise néerlandaise de transport gazier, ont investi ensemble 12 milliards de dollars pour la construction du gazoduc North Stream, dont le parcours évite le tracé des voies de transit datant de l'époque soviétique traversant l'Ukraine, la Pologne et la Biélorussie. Long de 1 220 km, il part du port de Vyborg dans le nord-ouest de la Russie, passe sous la mer Baltique et débouche dans le port allemand de Greifswald. La capacité de 27,5 G.m3 (par an) sera atteinte l'année prochaine avec la mise en service d'un premier tronçon, avant de doubler en 2012. Le North Stream

va profondément affecter la géopolitique de l'Eurasie, les équations transatlantiques et les liens entre la Russie et l'Europe.

De toute évidence, l'année 2009 a été une année historique dans la «guerre de l'énergie». D'abord, l'inauguration du gazoduc chinois par le président Hu Jintao le 14 décembre, ensuite, celle du terminal pétrolier près du port de Nakhodka en Sibérie Orientale par le Premier ministre Vladimir Poutine le 27 décembre (l'oléoduc qui le rejoint et qui relie les nouveaux gisements de la Sibérie Orientale à la Chine et aux nouveaux marchés asiatiques sur le Pacifique, pour un budget conséquent de 22 milliards de dollars), et enfin, celle du gazoduc iranien par Ahmadinejad le 6 janvier dernier. Subtilement, c'est presque toute la carte énergétique de l'Eurasie et de la région de la mer Caspienne qui s'est vue redessinée.

L'année 2010 démarre sur cette nouvelle interrogation fascinante: la Russie, la Chine et l'Iran vont-ils coordonner leurs prochaines actions ou, au moins, harmoniser leurs intérêts conflictuels?

M. K. Bhadrakumar

Notes

[1] N.D.T. En anglais «Big Oil» désigne, un peu péjorativement, les six plus grandes compagnies pétrolières privées mondiales: ExxonMobil (USA), Royal Dutch Shell (Pays-Bas), BP (Royaume-Uni), Chevron Corporation (USA), ConocoPhillips (USA), Total S.A. (France).

Article original en anglais publié par l'Asia Times. Lire l'article en anglais : Pipeline Geopolitics: Major Turnaround. Russia, China, Iran Redraw Energy Map, Turkmenistan commits its gas exports to China, Russia & Iran, le 8 janvier 2010.

[Traduction Nathalie Krieg pour le Réseau Voltaire.]

K. Bhadrakumar est un collaborateur régulier de Mondialisation.ca.

Articles de M. K. Bhadrakumar publiés par Mondialisation.ca

[Source Mondialisation.ca]

Au-delà du Pétrole... l'enfer !

Les sources de Wayne Madsen Report signalent que, sur la côte du Golfe, le personnel de sécurité de BP est complété par la police montée de l'État d'Alabama en dehors de ses heures de service et par les gardes d'une société de sécurité privée, G4S Wackenhut. Le personnel de sécurité de BP veille à ce qu'aucun observateur ne soit présent sur les plages de la côte pendant la nuit, au moment où les prestataires de BP nettoient les plages, ramassent et se débarrassent secrètement des dauphins morts, tortues, oiseaux, et des autres animaux marins qui se lavent à terre couverts de pétrole provenant du désastre de Deepwater Horizon.

[Ndt: BP massacre les animaux qui tentent de nettoyer le pétrole qui les engluie! Les dirigeants de British Petroleum ont fait preuve de prescience en changeant le nom de leur compagnie par Beyond Petroleum: Au-delà du Pétrole... l'enfer!]

BP élimine secrètement les cadavres d'animaux afin d'éviter de payer des amendes et des réparations pour le massacre d'espèces en voie de disparition et protégées, comme les tortues, les dauphins et les pélicans bruns. La forte baisse de la teneur en oxygène dans le Golfe contraint de nombreux animaux

marins à aller dans les eaux peu profondes pour respirer, mais ces proies plus faciles sont aussi suivies par les requins dans les rivières côtières et les anses.

Le personnel de sécurité de BP se remarque à ses uniformes gris. Une autre entreprise, Talon Security, a été spécialement engagée par BP pour maintenir les médias curieux loin des plages et des eaux du Golfe, et pour intimider les employés de nettoyage pour qu'ils ne parlent pas à la presse.

Le personnel médical de BP, qui s'occupe des plaintes de santé des résidents touchés de la région du Golfe, signale également une forte augmentation des maladies respiratoires et même des cas de pneumonie chimique de ceux qui sont touchés par les vapeurs de benzène de pétrole dans le Golfe et ses estuaires. Les habitants de la côte du Golfe sont affectés d'emphysèmes et de bronchites dues au taux dangereusement élevé de benzène.

Par-dessus le marché, le fond d'indemnisation de BP, dirigé par la caisse de compensation des victimes du 11/9 et le cadre supérieur du sauvetage de Wall Street, Kenneth Feinberg, donne la priorité aux copropriétaires absents, vivant pour la plupart à Atlanta et New York, pour le dédommagement de


l'annulation du contrat de location d'été de leurs propriétés en bord de plage. Selon nos sources dans l'immobilier du Golfe, les propriétaires absents passent avant tous les travailleurs dans le marasme, pêcheurs, crabiers, crevetiers et de l'industrie touristique, en bénéficiant d'une réparation.

BP accorde également des contrats à des sociétés écrans du Massachusetts qui sont liées à la mafia russo-israélienne, pour traiter de l'extérieur un grand nombre de marchés de nettoyage des plages de la côte du Golfe et d'autres services découlant du désastre pétrolier.


Le service de sécurité de BP continue de harceler les journalistes et les photojournalistes qui tentent de couvrir dans son intégralité l'étendue des dégâts dans le Golfe. L'un de nos collègues photojournaliste a été informé par la sécurité de BP que, sur le domaine public d'Alabama, il ne pouvait pas photographier les efforts de nettoyage des plages des prestataires de BP.

Original:
oilprice.com/Environment/Oil-Spills/Alabama-State-Troopers-Moonlighting-as-BP-Security-Guards.html

Traduction copyleft de Pétrus Lombard



Abonnez-vous à l'édition française de NSC
DEMANDE D'ADHÉSION




Port compris
6 numéros

POUR LE CANADA
\$25,

POUR L'ÉTRANGI
\$35.00

Les règlements supérieurs à l'abonnement annuel seront
considérés comme des abonnements de soutien

Chèque à l'Ordre de
Dr Adélarde Paquin



6801 Gouin E # 102
Montréal Nord
Canada H1G 6L2

Golfe du Mexique, « zone morte »

marée noire, Golfe du Mexique, Environnement

Par PetrusLombard

Les mauvaises nouvelles concernant la catastrophe pétrolière du Golfe continue à affluer des sources de la Federal Emergency Management Agency (FEMA) et du Corps des ingénieurs de l'armée. Les planificateurs des situations d'urgences s'occupent d'une éventuelle «zone morte» dans un rayon de 200 miles autour du site de la catastrophe de Deepwater Horizon dans le Golfe.

Un désastre environnemental paraît imminent et le déplacement des populations se prépare dans le Golfe. Les sources de la FEMA considèrent que le dispersant d'hydrocarbures utilisé par BP, le Corexit 9500, se mélange à l'eau du Golfe qui s'évapore, est absorbé par les nuages, et produit des précipitations toxiques qui menacent de continuer à massacrer la vie marine et la faune terrestre, la flore et les humains dans un rayon de 200 miles autour du site du désastre de Deepwater Horizon dans le Golfe.

S'ajoutant aux inquiétudes de la FEMA et du Corps des ingénieurs, de grandes quantités de méthane s'échappent du gisement pétrolier sous la zone de forage Macondo du Golfe du Mexique.

Lors d'une visite récente dans la région sinistrée, le président Obama a promis que la côte du Golfe «retournera à la normale.» Pourtant, les fonctionnaires fédéraux qui s'occupent de l'impact à court et long terme rapportent que la «zone morte» de la marée noire, créée par une combinaison de méthane et de pluie de Corexit toxique, nécessite l'évacuation et l'abandon à long terme des zones urbaines dans un rayon de 200 miles (320 km) autour du volcan du pétrole.

Des plans sont mis en place en vue de l'évacuation obligatoire des villes de: Nouvelle-Orléans, Baton



Rouge, Mandeville, Hammond, Houma, Belle Chase, Chalmette, Slidell, Biloxi, Gulfport, Pensacola, Hattiesburg, Mobile, Minette Bay, Fort Walton Beach, Panama City, Crestview, et Pascagoula.

Les pluies toxiques du Golfe, qui devraient empoisonner les réserves d'eau douce poissonneuses et les lacs, les ruisseaux et les rivières, auront également un impact désastreux sur l'agriculture et l'élevage, ainsi que sur l'eau potable dans la région touchée.

Les fonctionnaires de la FEMA affirment également que les fonds de 20 milliards de dollars de compensation mis de côté par BP sont loin d'être suffisants pour couvrir les coûts de la catastrophe. Les sources de la FEMA disent que la catastrophe coûtera bien plus d'un billion de dollars (1000 milliards), et s'approchera vraisemblablement de 2 à 3 billions de dollars.

Original:
oilrice.com/Environment/Oil-Spills/Government-Insiders-Get-Ready-for-the-Gulf-Dead-Zone.html
Traduction copyleft de Pétrus Lombard

Notes du traducteur: À cause de sa toxicité, la Grande Bretagne interdit l'usage du Corexit 9500 en Mer du Nord.

L'eau de mer absorbe en partie le méthane dégagé avec le pétrole. Cela produit une réaction consommatrice de l'oxygène dissout dans l'eau. Cela risque de transformer les eaux du Golfe en eaux stagnantes mortes, incapables de faire prospérer la vie.

Le méthane n'est pas le seul gaz dégagé par le puits. Il y a aussi des émanations très dangereuses de sulfure d'hydrogène, chlorure de méthyle, benzène, détectées dans l'air à des taux alarmants.

Une appréciation de qualité du chef de l'Armée Rouge par Averell Harriman, ambassadeur américain en poste à Moscou (1943-1946) :



Staline et Vorochilov (Décembre 1935)

« Même Averell Harriman, le représentant de l'impérialisme américain, après avoir répété les clichés obligatoires à propos du "tyran qu'était Staline", souligne "sa grande intelligence, sa fantastique capacité d'entrer dans les détails, sa perspicacité et la sensibilité humaine surprenante qu'il pouvait manifester, au moins au cours des années de guerre. Je trouvais qu'il était mieux informé que Roosevelt, plus réaliste que Churchill, sous plusieurs aspects le plus efficace des dirigeants de la guerre. » (Source : Ludo Martens, *Un autre regard sur Staline*, EPO, 1994, P 283.)

Une autre appréciation par Churchill :

« Une appréciation très élevée, très réaliste nous a été transmise par l'un des opposants les plus acharnés de Staline, l'Anglais Churchill qui, entre autres choses, allait dire de lui : «La grande chance, pour la Russie, ce fut que, durant les années des grandes épreuves, elle fut dirigée par ce stratège inflexible que fut Joseph V. Staline. Ce fut une personnalité importante, remarquable et incontestable. » « Staline était empreint d'une énergie extraordinaire, c'était un érudit, avec une volonté forte, inflexible, impitoyable au travail de même que dans les discussions et que, moi-même, malgré toute ma science du Parlement anglais, je n'aurais pu contredire en rien. La force active de son travail était si grande, chez lui, qu'il constitue un cas unique, parmi tous les chefs d'État de tous les temps et de tous les peuples. Staline produisit des impressions très fortes sur chacun de nous. Son influence sur le peuple était incontestable. Lorsqu'il entra dans le hall de la conférence de Yalta, chacun de nous, comme si on nous l'avait commandé, se levait et, de façon surprenante, gardait les mains sur les coutures des pantalons tout en restant immobile. Il possédait une intelligence profonde. Il était passé maître, de façon inégalable, pour découvrir des solutions aux problèmes les plus ardues et même dans des cas où il semblait bien qu'il n'y eût pas de solution possible. Il avait créé et commandait un pays colossal. C'était une personne qui aurait pu éliminer ses ennemis à l'aide des mains de ses ennemis et il réussit même à nous faire combattre contre les impérialistes, nous qu'il considérait ouvertement comme tels également. Staline était si grand qu'il était incomparable dans le monde. Il était parti de rien et il laissa derrière lui une Russie équipée d'armes nucléaires. » Et, à la fin, Churchill d'ajouter: « Non, quoi que l'on dise de lui, ni l'histoire ni les peuples ne l'oublieront ».



Illustration représentant un camion lance-roquettes «Katioucha». Cette arme révolutionnaire fût conçue par les soviétiques à la fin des années 1930 et fût aussi surnommée «orgue de Staline». Il faut dire que la musique 'jouée' semait la terreur au sein des formations de blindés nazis.

(Source: *Staline, le plus grand stratège militaire de la seconde guerre mondiale et de tous les temps*, Discours de Hysni Milloshi, Premier Secrétaire du Comité Central du Parti Communiste d'Albanie, 02-05-2003.)

<http://www.communisme-bolchevisme.net/>



Le 22 Juin 1941 commençait la Grande Guerre patriotique



Le 22 juin 1941 l'Allemagne nazie a traîtreusement violé le pacte de non agression, et envahit l'URSS.

Ainsi commençait à Grande Guerre patriotique de l'Union soviétique.

Les Héroïques batailles de la Grande Guerre patriotique – la bataille de Moscou, celle Stalingrad, celle de Koursk, la défense de Leningrad, la bataille sur les rives du Don, du Dniepr, de la Volga, le mouvement de guérilla à l'arrière de l'ennemi, les dix coups de Staline, et de nombreuses autres pages héroïques de la guerre sont inscrites en

lettres d'or dans les annales de l'histoire du monde, le stress du XXe siècle.

La Seconde Guerre mondiale fut une guerre de deux systèmes socio-politiques et socioéconomiques diamétralement opposés et des idéologies – socialisme et fascisme, elle fût le test du système social soviétique, le test de l'unité et la cohésion des peuples de l'État multinational socialiste, l'unité de l'armée et du peuple. Cette guerre est aussi devenue une épreuve de force et du prestige du Parti bolchevik et de son leadership, dirigé par le brillant stratège et créateur de la science avancée militaire soviétique, le chef du parti et de l'État, du chef suprême des nations belligérantes Joseph Vissarionovitch Staline.

La guerre prit fin avec la défaite de l'Allemagne nazie, la signature du Pacte sur la reddition sans condition, la libération des peuples de l'Europe de l'esclavage allemand et le salut des nations entières de l'extermination totale. La victoire de l'Union soviétique a entraîné l'activation généralisée de la lutte de libération nationale des peuples des colonies avec l'effondrement des métropoles impérialistes et de la formation d'États indépendants sur pratiquement tous les continents.

Aujourd'hui, nous vivons avec gratitude et honorons les défenseurs héroïques de notre pays, ceux qui sont resté sur le champ de bataille.

Mémoire éternelle et gloire aux héros qui ont conquis un avenir pacifique pour les générations à venir.

Traduction du Russe Dr Adélarde Paquin